UNIVERSITÉ DU BURUNDI
GRENIER DU SAVOIR DU BURUNDI
Dépôt institutionnel officiel
https://repository.ub.edu.bi

Contributions des mouvements integrés dans la consolidation du parti Uprona (1967 -1993)

Nkwirikiye, Anatole; Sous la direction de : Prof: Emile Mworoha

2013-04
UB, FLSH
https://repository.ub.edu.bi/handle/123456789/2225

Document téléchargé depuis le **Grenier du Savoir du Burundi** — https://repository.ub.edu.bi

UNIVERSITE DU BURUNDI

FACULTE DES LETTRES ET SCIENCES HUMAINES

DEPARTEMENT D'HISTOIRE

CONTRIBUTIONS DES MOUVEMENTS INTEGRES DANS LA CONSOLIDATION DU PARTI UPRONA (1967-1993)

Par

Anatole NKWIRIKIYE

Sous la direction de :

Prof : Emile MWOROHA

Mémoire présenté et défendu publiquement en vue de l'obtention du grade de licencié en Histoire

Option : Science politique

Bujumbura, Avril 2013

DEDICACE

A nos parents ;

A nos frères et sœurs ;

A la famille NDABANIWE Joseph (DENA) ;

A la famille BIGWAKANYANGE Augustin ;

A la famille MUYUKU Juvénal ;

Je dédie ce mémoire.

REMERCIEMENTS

Au terme de ce travail, nous tenons à présenter nos sentiments de reconnaissance à toutes personnes qui, avec dévouement, ont contribué à son aboutissement.

Nos remerciements s'adressent à tous mes enseignants depuis l'école primaire jusqu'à l'Université. Nous pensons particulièrement aux professeurs de la Faculté des Lettres et Sciences Humaines, département d'Histoire qui nous ont transmis leur connaissance et leur méthodologie de recherche sans lesquelles ce travail n'aurait pas vu le jour.

Mention principale est réservée au professeur Emile MWOROHA qui a assuré le rôle de directeur de ce mémoire. Nous avons eu l'avantage de profiter de sa rigueur d'analyse et de son savoir. Nous tenons à lui témoigner nos sentiments de profond respect. Nos sentiments de reconnaissance vont également au Docteur Jean-Marie NDUWAYO qui a contribué à la confection de notre sujet du travail. Nos remerciements sont également adressés au Président et aux membres du jury pour avoir accepté de faire partie de notre soutenance. Nos vifs remerciements s'adressent également aux personnes qui nous ont accordé l'accès de fréquenter leurs bibliothèques et aux personnes qui ont voulu répondre au questionnaire d'enquête. Qu'elles trouvent ici notre grande reconnaissance.

Nos remerciements s'adressent également à la famille Emery Gaspard SABUHUNGU, à la famille Prosper HAMENYIMANA et à mon grand frère Denis NAHIMANA pour leur soutien moral et matériel qu'ils n'ont cessé de témoigner à notre égard. Qu'ils trouvent ici le fruit de leur effort.

Enfin, que tous ceux qui nous sont chers puissent trouver l'expression de nos sincères remerciements

NKWIRIKIYE Anatole.

SIGLES ET ABREVIATIONS

ABASA : Alliance Burundo-Africaine pour le Salut.

AEB : Association des Enseignants Barundi.

AFEDED : Association des Femmes Démocratiques pour le Développement.

AM : Arrêté Ministériel.

AMODIVIK: Association des Moniteurs Diplômés du Vicariat de Kitega.

ANADDE : Alliance Nationale pour le Droit et le Développement.

ANC : African National Congress.

APIC : Association du Personnel Indigène de la Colonie.

B.O.B : Bulletin Officiel du Burundi.

B.O.R.U : Bulletin Officiel du Ruanda –Urundi.

CFA : Conférence des Femmes Africaines.

CNR : Conseil National Révolutionnaire.

CSB : Confédération des Syndicats du Burundi.

CSCB : Confédération des Syndicats Chrétiens de Belgique.

dir : direction.

éd : édition.

FEANF : Fédération des Etudiants d'Afrique Noire en France.

FFB : Fédération du Football du Burundi.

FLSH : Faculté des Lettres et Sciences Humaines.

FRODEBU : Front Démocratique du Burundi.

FTB : Fédération des Travailleurs du Burundi.

Ibidem : même auteur, même ouvrage et même page.

Idem : même auteur, même ouvrage.

JNR : Jeunesse Nationaliste RWAGASORE.

JRR : Jeunesse Révolutionnaire RWAGASORE.

Nbre : Nombre.

OAUSA : Organisation Africaine de l'Unité des Syndicats Africains.

OIT : Organisation Internationale des Travailleurs.

op. cit : opere citato (ouvrage déjà cité).

OPF : Organisation Panafricaine des Femmes.

PDC : Parti Démocratique Chrétien.

PIT : Parti Indépendant des Travailleurs.

PL : Parti Libéral.

PP : Parti du Peuple.

Prof : Professeur.

PRP : Parti pour la Réconciliation du Peuple.

PST : Parti Social des Travailleurs.

RADDES : Ralliement pour la Démocratie et le Développement Social.

RDC : République Démocratique du Congo.

REEI : Règlement d'Exercice d'Exécution d'Infanterie.

RPB : Rassemblement du Peuple Burundais.

SAAB : Syndicat des Agents de l'Administration du Burundi.

SLTB : Syndicat Libre des Travailleurs du Burundi.

UB : Université du Burundi.

UCFB : Union Culturelle des Femmes du Burundi.

UCJAB : Union Culturelle de la Jeunesse Africaine du Burundi.

UFB : Union des Femmes du Burundi.

ULB : Université Libre de Bruxelles.

UNEBA : Union Nationale des Etudiants Barundi.

UNTZA : Union Nationale des Travailleurs du Zaïre.

UPRONA : Unité et Progrès National.

URSS : Union des Républiques Socialistes Soviétiques.

USPA : Union Syndicale Panafricaine.

UTB : Union des Travailleurs du Burundi.

TABLE DES MATIERES

DEDICACE i

SIGLES ET ABREVIATIONS ii

REMERCIEMENTS iv

TABLE DES MATIERES v

INTRODUCTION GENERALE 1

1. Choix et Intérêt du Sujet 1
2. Problématiques et Hypothèses du sujet 1
3. Délimitation chronologique du sujet 3
4. Méthodologie de recherche 3
5. Les difficultés rencontrées 3
6. Articulation du sujet 4

CHAPITRE I : GENESE ET EVOLUTION DES MOUVEMENTS INTEGRES 5

I.1. Définitions des concepts clés 5

a. Mouvement 5

b. Parti Politique 6

I.2. L'origine des Partis Politiques au Burundi 7

I.3. Fondements Historiques des Mouvements Intégrés 9

A. Brève historique des mouvements de jeunesse de 1959-1967 9

a. UNEBA 9

b. De l'UCJAB à la JNR 11

I.4. La création de la JRR 15

I.5. La situation de la J.R.R. au stade embryonnaire 16
a. La Commission Nationale des Pionniers 17
1°. Reprise des activités de la Commission Nationale des Pionniers 18
2°. Structure et fonctionnement du mouvement pionnier.... 19
3°. Formation des encadreurs des pionniers et des noyaux dirigeants..... 20
4°. L'animation et l'encadrement 20
5°. Le travail d'un pionnier dans la société 21
b. La Commission Estudiantine 22
1°. Organisation et Structure de la Commission Estudiantine 22
- Commission politique 23
- Commission socio-économique 23
- Commission culturelle et sportive..... 24
I.6. La rénovation du Parti UPRONA et la réorganisation de la J.R.R. sous la deuxième république..... 24
a. La rénovation du Parti UPRONA 24
b. La réorganisation de la J.R.R. 25
I.7. Les associations féminines d'avant 1967 27
a. Union Culturelle des Femmes Barundi (U.C.F.B.)..... 27
b. Association des Femmes de Buyenzi..... 27
c. Association de Madame HARROY 27
I.8. De l'intégration de la femme dans la vie politique..... 28
a. Des élections communales de 1960 28
b. Des élections législatives de 1961 28
I.9. La création de l'UFB 29

I.10. Historique du mouvement syndical au Burundi 31
a. L'Association des Enseignants Barundi 31
b. La Fédération des Travailleurs du Burundi 31
c. Le Syndicat Libre des Travailleurs du Burundi 32
I.11. La naissance de l'UTB 32
I.12. Le fonctionnement des mouvements intégrés 33

CHAPITRE II : ACTIONS DES MOUVEMENTS INTEGRES DANS LA REALISATION DES OBJECTIFS DU PARTI UPRONA 35

II.1. Du rôle des Mouvements Intégrés dans l'affirmation du Parti UPRONA 35
a. Participation de la JRR dans la formation politique 35
b. Le rôle du mouvement de jeunesse dans le développement du pays 38
c. La part de la jeunesse dans la réhabilitation et la valorisation de la culture nationale 40
d. La participation de l'UFB dans la réalisation des idéaux du Parti UPRONA 41
e. Actions réalisées par l'UFB 42
1°. Au niveau politique 42
2°. Amélioration du Statut Juridique de la femme 44
3°. La part de l'UFB dans le domaine socioculturel . 45
f . Le rôle de l'UTB dans la sensibilisation des objectifs du Parti UPRONA 46
1°. Contribution de l'UTB dans la mis en œuvre des idéaux du Parti UPRONA 46
2°. Activités politiques de l'UTB 46

3°. L'UTB, moyen de défense des intérêts des travailleurs 48
II.3. Moyens de communication des mouvements intégrés 50
a. La radio 50
b. La presse écrite 51
II.4. Les principaux obstacles rencontrés par les mouvements intégrés 53

CHAPITRE III : LES MOUVEMENTS INTEGRES FACE AUX ELECTIONS PRESIDENTIELLES DE JUIN 1993 57
III.1. Le référendum sur la charte de l'unité nationale 58
III.2. Du multipartisme au monopartisme (1961-1966) 60
III.3. Du monopartisme au multipartisme (1966-1993) 60
a. Des raisons externes 61
b. Des raisons internes 62
III.4. Attitude des mouvements intégrés face au multipartisme 63
a. Le mouvement de la JRR face au multipartisme 64
1°. L'origine du mouvement de la « Génération Démocratique du Burundi » 65
b. Les Femmes Burundaises face au multipartisme 65
c. L'UTB et le la démocratie pluraliste 67
III.5. Création des Partis Politiques 68
III.6. Propagande électorale Présidentielle 69
III.7.Des objectifs affichés par les candidats présidentiels et leurs partis 70
a. Le Candidat Pierre BUYOYA et le Parti UPRONA 70
b. Le Candidat Pierre Claver SENDEGEYA et le Parti PRP 71

c. Le Candidat Melchior NDADAYE et le Parti FRODEBU 72

III.8. Les causes de la défaite du Parti UPRONA dans les élections présidentielles de 1993 76

a. Les désidératas du changement 76

b. L'ethnisation des élections 78

CONCLUSION GENERALE 80

BIBLIOGRAPHIE 82

INTRODUCTION GENERALE

1. Choix et Intérêt du Sujet

Les jeunes, les femmes et les hommes sont tous fils d'une même nation, ils sont tous tenus de la servir.

Dans le but de permettre que les objectifs envisagés par le Parti UPRONA soient atteints et s'opèrent harmonieusement pour lui assurer une implantation large et solide, la révolution du 28 novembre 1966 a instauré les organisations de masse désignées sous le nom : « **Mouvements Intégrés** » qui sont : la J.R.R., l'U.T.B. et l'U.F.B.

A ce propos, le Bulletin hebdomadaire d'information nous éclaire en ces termes : « *Ils ont étudié ensemble l'appui massif et inconditionnel à apporter au nouveau régime instauré dans le pays depuis le 28 novembre 1966* ».[1]

La mise sur pied des mouvements intégrés avait l'objectif de mettre ensemble les forces vives de la nation notamment les jeunes, les femmes et les travailleurs, « l'union fait la force ».

L'étude de cette question s'inscrit dans une perspective d'essayer de comprendre l'histoire des mouvements intégrés au Parti UPRONA, analyser aussi sa place dans les stratégies politiques développées par chacune des républiques qui se sont succédées au Burundi de 1966 à 1993.

2. Problématiques et hypothèses de travail

Le premier congrès du Parti UPRONA définissait le rôle des mouvements intégrés de la façon suivante : « *les Mouvements Intégrés constituent des cadres spécialisés à travers lesquels le Parti veut faire participer les jeunes, les femmes et les*

[1] Unité et Révolution, Bulletin hebdomadaire d'information Burundi, (1967-1968), p.3

travailleurs aux transformations politiques, économiques, sociales et culturelles de notre pays ».[2]

Le Parti UPRONA a connu un soutien actif des organisations de masses à certaines étapes de son développement. Par le biais des Mouvements Intégrés, le parti diffusait ses idéaux et son idéologie auprès des forces vives du pays en l'occurrence les jeunes, les femmes et les travailleurs.

C'est dans ce cadre que différentes questions peuvent être posées :

Pourquoi la Première République a-t-elle créé des mouvements intégrés ?
Quel est l'apport des mouvements intégrés dans la réalisation des programmes du Parti UPRONA ?
Quel fut l'attitude des mouvements intégrés face au multipartisme ?

Après la proclamation de la 1ère République en date du 28 novembre 1966, le Président Michel MICOMBERO n'a pas oublié le rôle des jeunes, des femmes et des travailleurs dans la lutte pour l'indépendance. Pour mettre ensemble les forces vives de la nation, il procéda à la fusion de tous les mouvements existants. Cela semblait s'expliquer dans la logique de la naissance du parti unique. Les mouvements intégrés ont diffusé les idéaux du Parti UPRONA, et étaient pour les dirigeants du nouveau régime un instrument de propagande après la suppression de la monarchie. Dans les années 90, le multipartisme sera imposé par les Occidentaux au lendemain de la Conférence de la Baule.

Les dirigeants africains n'avaient pas d'autres choix que de se conformer à cette orientation intervenant dans un contexte de la fin de la guerre froide et de la crise sans précédent des économies des pays africains astreints à adopter les PAS. Au Burundi, les mouvements intégrés seront mobilisés pour adopter et mettre en œuvre le nouveau multipartisme.

---

[2] République du Burundi Actes du Ier Congrès National du Parti UPRONA, Berger-Levraut, Bujumbura, 1980, p.184.

3. Délimitation chronologique du sujet

Notre sujet porte sur la période allant de 1967 à 1993. L'année 1967correspond à la période de création des Mouvements Intégrés, tandis que l'année 1993 revêt un caractère très important car c'est une année au cours de laquelle des élections pluralistes dites démocratiques ont eu lieu. Elle nous rappelle également la défaite du Parti UPRONA.

4. Méthodologie de recherche

La réalisation du présent travail a fait recours non seulement aux sources écrites mais aussi aux sources orales.

Pour les sources écrites, il s'agit principalement des ouvrages généraux et des rapports administratifs. Les rapports des Congrès des mouvements intégrés ont constitué une source importante d'information. Les thèses, les mémoires et les journaux ont été également d'une importance particulière.

Pour les enquêtes orales, nous avons effectué des enquêtes auprès des personnes qui ont quitté le Parti UPRONA pour adhérer dans les autres partis naissants pendant les élections de 1993.Nous avons interrogé également les membres du Parti UPRONA qui appartenaient à ces mouvements intégrés et ceux qui n'y appartenaient pas.

5. Les difficultés rencontrées

Il convient de rappeler quelques difficultés rencontrées dans la réalisation de ce mémoire. La difficulté d'accès aux archives de la Permanence Nationale du Parti UPRONA fut aussi un réel handicap. Ceci nous priva des sources importantes pour notre travail.

Il y a quelques documents qui ne se trouvent pas dans les Bibliothèques consultées ; d'autres sont mal conservés ou ont été volés ou déchirés.

6. Articulation du sujet

Notre travail s'articule sur trois chapitres. Le premier montre la genèse des mouvements intégrés et leurs évolutions.

Le deuxième retrace le rôle des mouvements intégrés dans la réalisation des objectifs du Parti UPRONA. Il se fait l'écho des principaux problèmes rencontrés par les mouvements intégrés lors de la formation de leurs membres.

Le troisième chapitre traite de l'avènement du multipartisme au Burundi.

A l'origine de ce nouveau système politique se trouve à la fois des facteurs aussi bien internes qu'externes. On relève deux phases du multipartisme dans l'histoire politique du Burundi contemporain.

CHAPITRE I : GENESE ET EVOLUTION DES MOUVEMENTS INTEGRES

I.1. Définitions des concepts clés

Certaines notions méritent une définition et une conceptualisation dans le but de contribuer à l'explication et à la compréhension des mouvements intégrés.

a. Mouvement

Le mot mouvement a plusieurs significations, mais dans le cas présent, le Dictionnaire Petit Robert dit : « *C'est une action collective (spontanée ou dirigée) tendant à produire un changement d'idées, d'opinions ou d'organisation sociale ; organisation qui mène cette action* ».[3]

La manière dont sont menées ces actions est pourtant collective mais pas individuelle dans la mesure où les membres de la société, sont mis ensemble pour constituer une force.

En effet, les mouvements intégrés n'ont pas connu une définition légale comme le souligne Côme NDAYIRAGIJE : « *Durant l'existence des mouvements intégrés aucun texte législatif ou réglementaire en vigueur au Burundi, aucun document programme du Parti UPRONA ne définissait « Mouvement Intégré » bien que l'expression ait acquis droit de Cité dans le langage politique du Burundi* ».[4]

Malgré l'absence d'une définition légale des mouvements intégrés, cela n'a pas empêché que ce concept eut une signification assez particulière dans la société burundaise.

---

[3] ROBERT (P), (sous la dir), Le Petit Robert, Paris, 1988, p. 1239.

[4] NDAYIRAGIJE (C), L'Union des Travailleurs du Burundi ,dans son rôle de représentation des travailleurs du Burundi ,Bujumbura, UB, Faculté de Droit ,1980, p. 4

Les objectifs des mouvements intégrés étaient presque les mêmes mais chacun des trois mouvements intégrés au Parti UPRONA avait sa mission particulière raison pour laquelle nous allons étudier chaque mouvement à part.

b. Parti Politique

La Constitution de la République du Burundi de mars 1992 en son article 53 définit le parti politique comme étant : « *une association sans but lucratif, dotée de la personnalité civile et regroupant des citoyens autour d'un projet de société démocratique fondé sur l'unité nationale, avec un programme politique aux objectifs précis, dicté par le souci de réaliser l'intérêt général et le développement de tous* ».[5]

On relève à travers cette définition certains objectifs essentiels que vise un parti politique notamment l'intérêt national sans distinction aucune, la sauvegarde de l'unité nationale et le fonctionnement de la démocratie.

Selon R-G SCHWARTZENBERG, le parti politique est : « *une organisation durable, agencée du niveau national au niveau local, visant à conquérir et à exercer le pouvoir, et recherchant, à cette fin, le soutien populaire* ».[6]

Il précise que le parti politique va de la base jusqu'au sommet pour chercher le soutien. Pour ce, il met en avant le rôle du peuple dans les élections, sans lequel il est difficile d'accéder au pouvoir.

Quant à Georges BURDEAU : « *Un parti est tout groupement d'individus qui, professant les mêmes vues politiques, s'efforcent de les faire prévaloir, à la fois en y ralliant le plus grand nombre possible de citoyens et en cherchant à conquérir le pouvoir ou, du moins, à influencer ses décisions* ».[7]

Cette définition montre qu'en politique les personnes doivent se mettre ensemble avec des idées convergentes pour conquérir et garder le pouvoir.

---

[5] République du Burundi, Constitution de la République du Burundi, Bujumbura ,1992 p. 8.
[6] SCHWARTZENBERG (R-G), Sociologie politique, Paris, Montchrestien, 3e éd., 1977, p. 333.
[7] BURDEAU (G), Traité de science politique : dynamique politique, Tome 3, 2e éd, Paris, L.G.D.J., 1968, p. 265.

J. LAPALOMBARA et M. WEINER dans leur ouvrage *Political Parties and Political development* donnent les précisions suivantes du Parti politique :

« 1° *Une organisation durable, c'est-à-dire une organisation dont l'espérance de vie politique soit supérieur à celle de ses dirigeants en place* ;

2° *Une organisation locale bien établie et apparemment durable, entretenant des rapports réguliers et variés avec l'échelon national* ;

3° *La volonté délibérée des dirigeants nationaux et locaux de l'organisation de prendre et d'exercer le pouvoir, seuls avec d'autres, et non pas –simplement- d'influencer le pouvoir.*

4° *Le souci, enfin, de rechercher un soutien populaire à travers les élections ou de toute autre manière* ».[8]

Cette définition est comme une synthèse de différentes définitions précédentes. Elle est plus précise. Celle-ci rappelle que l'espérance de vie d'un parti politique est supérieure à celle de ses leaders, donc le parti politique diffère d'une faction dont la durée de vie égale à celle de leurs dirigeants ou animateurs. Toutes ces définitions indiquent que le parti politique diffère des groupes de pressions qui cherchent à influencer le pouvoir sans avoir l'objectif de le conquérir ou l'exercer.

I.2. L'origine des Partis Politiques au Burundi

La genèse de la naissance des partis politiques au Burundi remonte à l'époque de la décolonisation du pays.

[8] LAPALOMBALA(J) et WEINER(M),Political parties and Political development ,Princeton ,University Press,1966 cité par SCHWARTZENBERG(R-G),Politique comparée .Les grands systèmes politiques contemporains ,Paris, Saint-Jacques,1980, p.45

Selon *« l'ordonnance n°11/234 du 08 mai 1959 »*[9], les partis politiques au Burundi datent depuis 1959.Avant cette date il n'y avait aucune organisation à caractère politique. D'une part, l'Administration belge était contre les partis politiques de peur que ces derniers puissent éveiller la conscience d'émancipation politique des masses burundaises. D'autre part, les burundais instruits étaient encore en nombre restreint pour exiger la création des formations politiques.

En dépit de cette situation, *« entre janvier 1960 et août 1961 furent fondés 25 partis politiques »*. [10]

La plupart des partis existants réclamaient l'indépendance du pays, mais divergeaient à propos de la date. Certains mettaient en avant l'indépendance lointaine sous prétexte que le Burundi n'était pas encore prêt à supporter les effets de l'indépendance. Par contre le Parti UPRONA, sous la direction du Prince Louis RWAGASORE réclamait l'indépendance immédiate.

Les raisons de la création des partis politiques en Afrique en général et au Burundi en particulier sont à la fois internes et externes. Dans les années 50 les idéologies anticolonialistes étaient déjà présentes dans les pays en voie de développements.

L'URSS et les Etats–Unis étaient contre la colonisation : « *l'URSS voyait la colonisation comme une institution capitaliste tandis que les Etats- Unis avaient l'envie d'ouvrir de nouveaux débouchés des produits de leurs industries en pleine croissance* ».[11]

Ainsi les autorités indigènes ont eu l'occasion de créer les partis en vue de gérer leurs affaires. Le premier parti créé au Burundi pour l'indépendance immédiate fut le Parti UPRONA agrée le 01 janvier 1960.

---

[9] RUDIPRESSE, n° 124 du 11juillet, Bujumbura, 1959, p. 2.

[10] GAHAMA(J), « Les partis politiques et la recherche de l'indépendance au Burundi » in Histoire sociale de l'Afrique de l'Est (XIX^e^-XX^e^), Paris, Karthala, 1991, p. 135.

[11] CORNEVIN(M), Histoire de l'Afrique contemporaine : De la 2^ème^ Guerre Mondiale à nos jours, Petite Bibliothèque, Payot, Paris, 1980, p. 57.

L'Administration Belge a encouragé la création du PDC qui était pour l'indépendance lointaine. Il a été agréé le 02 février 1960 en vue de neutraliser ses opposants.

I.3. Fondements Historiques des Mouvements Intégrés

A. Brève historique des mouvements de jeunesse de 1959-1967

Avant la proclamation de la 1ère République, deux mouvements qui réunissaient la jeunesse burundaise à savoir l'UNEBA et l'UCJAB constituaient le cadre d'expression. Les deux mouvements poursuivaient les mêmes objectifs de lutte contre l'impérialisme et le colonialisme.

a. UNEBA

La première idée de créer un mouvement de jeunesse revint d'abord aux jeunes étudiants Barundi de l'Université Lovanium à Léopoldville, République Démocratique du Congo (R.D.C. actuelle) en 1959. L'Union Nationale des Etudiants Barundi (UNEBA) se présentait comme le« *trait d'union de la nouvelle élite bientôt à la tête des partis politiques nationalistes* ».[12]

Ce mouvement empruntait les idées de la Fédération des Etudiants d'Afrique Noire en France (F.E.A.N.F.). Dans son 8ème Congrès en 1957 à Paris, le thème principal était: l'indépendance totale et immédiate.

Ces étudiants utilisaient plusieurs moyens de communication pour se contacter comme le montre Jean Roland PENNOCK : « *Les chemins par lesquels les idées se sont répandues sont nombreux et variés (...), à travers les conférences et les travaux d'association des Etudiants (F.E.A.N.F).Les étudiants africains ont mis au point leur interprétation de la démocratie, de l'indépendance, de la libération nationale, du panafricanisme* ». [13]

---

[12] NDUWAYO (G.), Le rôle des mouvements de jeunesse dans la vie politique au Burundi (1960-1967), Bujumbura, UB, F L.S.H., Département d'Histoire, mémoire 1986 p. 6.

[13] PENNOCK (J R), Les jeunes Etats Africains se gouvernent, Paris, Saint André, 1960, p. 14.

L'année 1960 a été caractérisée par la proclamation de l'indépendance dans plusieurs pays de l'Afrique francophone (Tunisie 1956 ; Maroc 1956 ; Guinée 1958 etc.).Les étudiants Burundais de Belgique et de Kinshasa sentirent le besoin de se mettre ensemble en tant que burundais pour étudier les questions urgentes et pertinentes relatives aux problèmes nationaux.

L'Union des Etudiants Barundi a été créée en octobre 1960 à Kitega par des jeunes désireux de participer à la lutte pour l'indépendance. Dès le départ l'UNEBA était considérée comme un mouvement apolitique mais cet apolitisme n'était que théorique. Par des pétitions, des écrits, des protestations, l'UNEBA soutint l'action du Parti UPRONA dans la recherche de l'indépendance immédiate. Ainsi, en octobre 1961, elle envoya une pétition à l'assemblée générale de l'ONU pour soutenir l'indépendance immédiate demandée par le Parti UPRONA, elle protesta également contre la mise en résidence surveillée du Prince Louis RWAGASORE à la veille des élections communales. Elle étendit ses ramifications presque dans tous les pays étrangers où les Barundi poursuivaient leurs études : Belgique, France et URSS.

A la veille de l'indépendance, l'UNEBA se voulait l'aiguillon du pouvoir, mais au lendemain de l'indépendance la monarchie est devenue une institution non adaptée comme le dit Emile MWOROHA : « *le roi voulait réhabiliter l'ancien système du pouvoir absolu « ganza sabwa ; règne et soit loué », quand il était encore considéré comme le maître des terres et du bétail : nyen'inka n'imirima* »[14]. Elle se transforma rapidement en mouvement d'opposition contre la monarchie.

« En août 1963, l'UNEBA tint un séminaire à Bujumbura et critiqua l'institution monarchique et l'incurie administrative ; elle proposa la suppression de la devise Dieu, Roi et Patrie sur laquelle le Prince Louis RWAGASORE s'appuyait lors des élections communales et législatives pour être remplacée par l'Unité, Progrès, Travail devise qui fut

[14] MWOROHA Emile Professeur, 73 ans, Professeur à l'Université du Burundi, FLSH, Département d'Histoire, Bujumbura Mairie, le 03novembre 2012.

adoptée après la proclamation de la République»[15]. Dans l'optique de cette association estudiantine, la monarchie pourrait être justifiée sous une forme transitoire de gouvernement conduisant à l'instauration d'un régime présidentiel. L'argument principal avancé par le Congrès résidait dans le fait que la monarchie s'était avérée jusqu'alors incapable de promouvoir le progrès et le bien -être du peuple burundais. Jean Berchmans MARURA affirme à ce propos : « *(...) l'instauration d'un mouvement d'un régime républicain présidentiel, c'est pour apporter aux citoyens burundais le bien-être et le progrès que la monarchie et son entourage ont été incapable d'assurer*».[16]

Après l'assassinat du Premier Ministre Pierre NGENDANDUMWE, la légitimité du pouvoir en place était déjà remise en cause dans certains milieux intellectuels surtout de l'UNEBA. *« Elle continua à dénoncer et à ridiculiser la monarchie en exigeant que l'abdication du Mwami NTARE V devienne officielle».*[17]

b. De l'UCJAB à la JNR

L'initiative de créer l'UCJAB est née en 1960 au Congo Belge exactement à l'Université Officielle d'Elisabethville (Lubumbashi) où il y avait des étudiants Barundi qui voulaient participer activement à la lutte pour l'indépendance. Officiellement, on parlait d'association apolitique.

A cette Université Officielle d'Elisabethville, il y avait des étudiants burundais qui militaient au sein du Mouvement National Congolais de Patrice LUMUMBA.

Dès le commencement, la création de l'UCJAB se veut être nationaliste et se donna la mission de défendre la culture nationale comme le précise Gérard NDUWAYO : « *USUMBURA, Capitale du R-U était à ce moment une ville peuplée en*

[15] Entretient avec BUKURU Adrien, 80ans, Cultivateur, Bururi, le 20 janvier 2013
[16] MARURA (J.B.), Le rôle de la J.R.R.sous la deuxième République (1967-1976), Bujumbura, U.B., F.L.SH., Département d'Histoire, mémoire, 1995, p. 12.
[17] Idem.

grande majorité de Congolais, de Rwandais ; cela constituait une menace à certains éléments comme la langue nationale et les mœurs burundaises ».[18] Dans les quartiers noirs, les Congolais et les Rwandais faisaient la loi et méprisaient les burundais, comme l'écrit Adolphe BINAGANA : « *les Congolais qualifiaient les Barundi :Ngombe za MWAMBUTSA* »[19] qui signifie Vaches de MWAMBUTSA.

Avec la victoire du Parti UPRONA, tout cela allait changer. Ce mouvement est né officiellement le 14 Mars 1961. Après la rédaction et l'approbation officielle des Statuts de l'UCJAB, les ex-étudiants de l'Université Officielle d'Elisabethville notamment, Prime NIYONGABO, Gilles BIMAZUBUTE et Adolphe BINAGANA se livrèrent à d'intenses activités visant la mobilisation et l'encadrement des jeunes. Au Burundi et plus particulièrement à Bujumbura, chaque parti se préparait à la confrontation finale prévue pour le mois de septembre 1961.Deux mois avant les élections législatives de septembre 1961 les membres de l' UCJAB allèrent sur le terrain pour contacter les propagandistes locaux, préparèrent les visites du Prince Louis RWAGASORE, distribuèrent des messages et des tracts contre le Front Commun et la Tutelle. Quelques jours après la mort du Prince Louis RWAGASORE, l'UCJAB devint JNR (Jeunesse Nationaliste RWAGASORE) en vue de perpétuer le nom de RWAGASORE dans la mémoire des burundais. Cela inaugure officiellement la participation politique des jeunes. Au lendemain de l'indépendance, la JNR se constitua en une sorte de jeunesse du parti et fut au centre de toutes les péripéties politiques. La mort du Prince Louis RWAGASORE était interprétée par la JNR (Jeunesse Nationaliste Rwagasore) comme non seulement un Coup d'Etat Colonial visant à retarder l'indépendance du Burundi qui était envisagée à court terme mais aussi un moyen de provoquer l'insécurité dans le pays. La JNR décida de préserver l'ordre et la sécurité publique. Gérard NDUWAYO dit à ce sujet : « *C'est ainsi que durant toute la période de l'autonomie, c'est la JNR qui, face*

[18] NDUWAYO, (G), op. cit, p. 23

à la peur d'un gouvernement timoré, prend ses responsabilités pour assurer la sécurité dans la capitale. Des patrouilles furent organisées par la JNR pour prévenir toute tentative de semer les troubles. »[20]

Adolphe BINAGANA explique cette idée : « *Devant l'incapacité pour une armée encore embryonnaire de faire face à la situation d'insécurité, la JNR prit ses responsabilités et assura la protection rapprochée des personnalités importantes.* »[21]

On peut se poser la question de savoir si la JNR créée au lendemain de la mort du Prince Louis RWAGASORE n'étaient pas encore trop jeune et inexpérimentée ?

Quant à Véronique PARQUE, elle s'oppose à cette idée en affirmant : « *la JNR est présentée comme un mouvement extrémiste anti-Hutu, organisée en une sorte de comité de salut public et organisation des patrouilles pour désarmer l'opposition et conjurer toute éventualité de coup d'Etat colonial*».[22]

Pour Marc MANIRAKIZA, il voit qu'on n'est pas sûr que la JNR est responsable des assassinats de Kamenge car il n' ya pas des preuves tangibles mais aussi les investigations ne témoignent rien : « *les premiers jours de l'indépendance avaient été assombris par l'assassinat à Kamenge de trois syndicalistes. On attribua à des extrémistes de la JNR, mais l'enquête ne prouva rien. Les milieux Syndicalistes Chrétiens de Belgique réagirent violemment. Ils mirent tous ces assassinats au compte du racisme tutsi puisque, affirmait-on, les trois victimes étaient hutu* ». [23]

A ce sujet Emile MWOROHA souligne que : « *l'assassinat de trois syndicalistes à Kamenge reste confuse, on l'attribua à la JNR car elle était dirigée par un tutsi* ».[24]

---

[20] NDUWAYO (G), op. cit, p. 34.
[21] BINAGANA (A), Péripéties Burundaises .Acteur et témoin, Bujumbura, La Renaissance, s.d p. 36.
[22] PARQUE (V), Evolution politique du Burundi de la 1ère République à nos jours cité par MARURA (J..B) op.cit, p. 54.
[23] MANIRAKIZA(M), La fin de la monarchie burundaise1962-1966, Paris, Le Mât de la Misaine, 1990, p.15
[24] MWOROHA Emile, 73 ans, Professeur à l'Université du Burundi, Bujumbura Mairie, le 03 novembre 2012

Tout cela entraina l'interdiction de ce mouvement et l'arrestation de son fondateur Prime NIYONGABO mais, il sera amnistié le 1er juillet 1962 jour de l'indépendance du Burundi. Après l'assassinat du Premier Ministre Pierre NGENDANDUMWE le 15 janvier 1965 ; les dirigeants de la JNR et de la FTB furent arrêtés le 16 janvier 1965. Le roi MWAMBUTSA IV interdit le mouvement mais la légitimité du régime en place était déjà remise en cause. La JNR ne reprit ses activités qu'après l'arrivée d'un nouveau roi NTAREV.

Ce roi ne régna que quelque mois .C'est pendant qu'il se trouvait au Congo-Kinshasa que le premier ministre, le Capitaine Michel MICOMBERO le destitua et proclama la République comme l'indique Marc MANIRAKIZA :

« *Moins de trois mois plus tard, conséquence d'un conflit permanent entre le premier ministre et lui, le roi en visite officielle en RDC est déclaré déchu par le Capitaine Michel MICOMBERO et la Première République est proclamée le 28 novembre 1966* ».[25]

Le nouveau président de la République formula des reproches pour justifier la destitution du roi NTARE V ainsi que l'écrit Déogratias NDICUNGUYE:

« *Son incapacité de se débarrasser des séquelles de l'ancien régime ;ses tentatives de faire la même politique que son père ; ses encouragements au pouvoir des autorités administratives à exploiter les Barundi pauvres ;ses divers essais de provoquer la mutinerie au sein de ses forces armées ;la poursuite de sa politique de haute trahison de connivence avec son père déchu recrutant des mercenaires pour faire couler le sang de ses militaires (...)* ».[26]

L'avènement de Michel MICOMBERO a été accueilli avec l'enthousiasme comme le dit Patrice BISUMBEGUSA: « *nous avons bien accueilli la proclamation de la Première République de M.MICOMBERO car, elle apportait une indépendance*

[25] MANIRAKIZA (M), op. cit, p. 20.
[26] NDICUNGUYE (D), Etude comparative des élections législatives de 1965 et 1982, Bujumbura, U.B, FLSH, Département d'Histoire, mémoire, 1994, p. 36.

effective mais aussi, elle voulait restaurer l'unité nationale et le développement économique ».[27]

I.4. La création de la JRR

La jeunesse, qui a toujours joué un rôle d'avant-garde lors de la lutte pour l'indépendance est devint un élément moteur pour la transformation sociale ; les pouvoirs politiques ont souvent recouru à elle pour réussir les changements qualitatifs nécessaires pour le pays.

Après la proclamation de la République, une évolution remarquable s'est opérée au sein des mouvements de jeunes. Un grand nombre des anciens militants de la JNR et de l'UNEBA participaient activement dans la vie politique du pays.

En 1966, les deux Comités Centraux de la JNR et de l'UNEBA étaient invités à déposer des suggestions pour constituer dans les meilleurs délais un mouvement de jeunesse unique. C'est pour cela que ces deux mouvements se consultèrent pour mettre en place un mouvement de jeunesse unique apte à encadrer la jeunesse Burundaise.

Après de longues négociations la JNR et l'UNEBA s'entendirent pour créer un mouvement unique. La question qui restait à régner concernait la dénomination de la nouvelle organisation politique. La JNR souhaitait que le nouveau mouvement contienne le nom de RWAGASORE. Mais l'UNEBA rejeta dans un premier temps cette proposition dans une lettre adressée à toutes les sections : « *L'UNEBA n'avait rien à reprocher au nom de RWAGASORE. Cependant nous avons essayé d'expliquer que la dénomination devait dépasser ce nationalisme étroit de la JNR. En effet, disions-nous, RWAGASORE est surtout connu à l'intérieur et n'a*

[27] Entretien avec BISUMBEGUSA Patrice, 82ans, Cultivateur, Bururi le 08 novembre 2012.

pratiquement pas assez écrit pour orienter et enthousiasmer par sa pensée les militants intellectuels de notre mouvement. » [28]

L'UNEBA ne tarda à donner une proposition des dénominations que la JNR rejeta catégoriquement à savoir :

Jeunesse Révolutionnaire Burundaise (JRB) ; Union de la Jeunesse Révolutionnaire Burundaise (UJRB) ; Conseil National de la Jeunesse Révolutionnaire (CNJR).

Les dirigeants en place n'acceptèrent pas des discussions sans fins alors que c'était le moment de bâtir comme l'écrit Gabriel MPOZAGARA : « *Leurs aînés au pouvoir affirme que le temps de la contestation, de la destruction, des motions et pétitions est révolu et qu'il s'agit aujourd'hui de bâtir et de faire des analyses concrètes et sérieuses* ».[29]

Les deux mouvements de jeunesse ont buté sur cette question de dénomination.

Il fallu que le Comité National de la Révolution décida lui-même de la fusion de deux mouvements en imposant le nom de la JRR (Jeunesse Révolutionnaire RWAGASORE) par décision n° 44/CNR du 27 janvier1967.L'objectif de la création de la JRR effectuée par le CNR était : « *d'éviter l'éparpillement des énergies, trop précieuses pour être gaspillées* ».[30]

I.5. La situation de la J.R.R. au stade embryonnaire

La première année de la JRR (1967-1968) fut une année de tâtonnement car ce mouvement n'avait ni statuts ni règlement intérieur. Les étudiants, dans leur grande majorité refusaient de participer dans le mouvement de jeunesse unique alors que l'audience de la JRR était encore essentiellement urbaine.

---

[28] Lettre à toutes les sections de l'UNEBA, Bujumbura, 30.12.1966.
[29] MPOZAGARA (G), La République du Burundi, Paris, Berger-Levraut, 1971, p. 20
[30] La réalité au Burundi, Eindhoven, Afrique consortium, 1974, p. 38.

Le nouveau comité fut élu en février 1968, et opéra une réorganisation du mouvement, instaura la discipline et se voulait modéré au point de vue idéologique. Un programme d'activité et un statut furent mis sur pied, tandis qu'un effort d'implantation dans la campagne et des tournées de contact avec la base étaient réalisés.

Le mouvement manifesta un certain dynamisme politique et des discussions libres furent organisées à tous les échelons. Dès la première année de son existence, la JRR se lança dans une action de grande envergure. L'éducation reçut la priorité des priorités. On vit dès 1967 les responsables nationaux sillonner les collines pour expliquer aux jeunes paysans le rôle qu'ils avaient à jouer dans la révolution. De nombreux étudiants finiront par adhérer au mouvement unique.

Pour mieux s'implanter à l'étranger et dans tout le pays, deux commissions spécialisées ont été mises en place à savoir : La Commission nationale des pionniers et la Commission estudiantine.

a. La Commission nationale des pionniers

Cette Commission nationale des pionniers était dénommée en Kirundi UMUHARI W'ABADIRIDIRI B'I BURUNDI. Elle a été mise sur pied tout juste après la création de la J.R.R.en 1967. Les responsables du Parti UPRONA avaient comme l'objectif la diffusion de l'idéologie du parti auprès de tous les jeunes. Pour que cet objectif soit mis en application, les pionniers recevaient une formation fondée sur les valeurs authentiques de la culture burundaise notamment l'amour du travail, le sens de l'honneur et de l'équité, l'esprit de solidarité et de courage.

En créant le mouvement pionnier, le régime entendait entamer la socialisation politique dès le jeune âge comme le souligne R.G SCHWARTZENBERG : « *L'enfance est bien sûr, la période la plus intense de socialisation* ».[31]

Les enfants qui adhéraient à ce mouvement avaient pour un mot d'ordre comme le montre Augustin NDIRABIKA : « *Connaître bien le Burundi pour mieux le servir* ».[32]

Pour mieux connaître le pays, les livres et les cartes géographiques étaient mis en leur disposition. Ses activités et son évolution furent réduites par les tragiques évènements de 1972.

1°. Reprise des activités de la Commission Nationale des Pionniers

Elle n a repris réellement ses activités qu'en 1979, année internationale de l'enfant et grâce à l'opportunité de mobilisation générale des militants en vue de préparer le premier Congrès national du parti UPRONA.

La relance de la commission des pionniers était un point du programme d'activités du Comité central de la JRR. Venant GAHUNGU précise que : « *Un bureau chargé des questions de cette commission était aussi crée à la Permanence Nationale de la J.R.R.* »[33].

C'est à partir de 1981que les textes réglementaires sont adoptés. La Charte et le Règlement d'Ordre intérieur des pionniers sont signés et publiés en 1982. En 1986,un Séminaire National des encadreurs des Pionniers s'est tenu à Bujumbura, à l'issue duquel son rapport fait mention de l'orientation générale de la Commission Nationale des Pionniers, de la mission et du rôle de

[31] SCHWARTZENBERG, (R-G), Sociologie politique. Eléments de science politique, Paris V, 3e édition, Montchrestien, 1977, p. 150.
[32] NDIRABIKA (A), L'état de la situation de la Commission Nationale des Pionniers et perspective d'avenir. s.l. s.d p.2.
[33] GAHUNGU(V), Evolution et mutation de la J.R.R.1967-1993, Bujumbura, U.B, FLSH, Département d'Histoire, mémoire, 2001, p. 34.

l'encadreur des Pionniers. Il précise également le cadre des activités sportives et le jeu et les relations qui concernent les pionniers de la base jusqu'au sommet.

Sur base de ce document de 1986, des séminaires provinciaux furent organisés pour les encadreurs communaux des pionniers dans 13 provinces et la Mairie de Bujumbura afin qu'ils puissent démarrer l'implantation du Mouvement Pionnier dans leurs communes respectives.

2°. Structure et fonctionnement du mouvement pionnier

A la base, une section des pionniers était supervisée par un encadreur, qui était généralement un enseignant ou un autre militant de la J.R.R. désigné par le comité local de la J.R.R. pour assurer l'encadrement des pionniers. Là où se trouve l'individu correspond à des agents de socialisation comme le dit R-G SCHWARTZENBERG : « *la socialisation politique est un processus d'induction à la culture politique et spécialement la culture dominante. Ce processus continue durant toute la vie de l'individu et s'exerce par l'intermédiaire d'agents divers. Ces agents de la sociologie politique, sont par exemple : la famille, l'école, les organisations politiques* ».[34]

L'encadreur désignait le capitaine de section appelé INTWAZA et les chefs d'équipe appelés INTWAZA-MIGWI. Une section des pionniers comptait généralement 50 pionniers au moins et 240 au plus. Ils étaient subdivisés en équipe selon les âges. L'équipe des petits appelés INDANGA 7-9 ans ; l'équipe des moyens appelés INTUNGANE 10-12 ans ; l'équipe des grands appelés INTUHURANA 13-15 ans.

Au niveau de la commune, il y avait un conseil communal des encadreurs des pionniers. A l'échelon de la province on trouvait un conseil provincial des encadreurs des pionniers qui avait la mission de coordonner l'action du mouvement pionnier dans toutes les communes de son ressort. Il devait programmer des tournées de sensibilisation, de mobilisation et d'animation des

[34] SCHWARTZENBERG (R-G), op. cit, p. 167.

pionniers pour aussi recueillir leurs doléances et y réserver une suite dans les meilleurs délais.

Enfin, le Conseil national des pionniers devait élaborer le programme de formation et d'éducation des jeunes pionniers en vue de mettre en œuvre tous les mécanismes susceptibles d'épanouir la personnalité du pionnier.

3°. Formation des encadreurs des pionniers et des noyaux dirigeants

Les encadreurs de toutes les provinces devaient bénéficier d'une formation solide. Selon A. NDIRABIKA : « *nous devons donc organiser des actions d'animation et d'encadrement des conseils provinciaux et communaux des pionniers afin qu'à leur tour ils soient plus dynamiques, le programme de formation des encadreurs s'avère nécessairement urgent* ».[35]

Les conseils provinciaux devaient passer dans les communes pour encourager et soutenir les encadreurs des pionniers et des noyaux dirigeants. Ces derniers devaient faire apprendre le Règlement d'Exécution des Exercices d'Infanterie, (REEI), les chansons des pionniers et quelques slogans patriotiques. C'était également l'occasion de leur apprendre les techniques de secours, les règles de l'hygiène pour certaines maladies. Rappelons que les noyaux dirigeants étaient composés de capitaines de section avec les chefs d'équipe d'une section des pionniers.

4°. L'animation et l'encadrement

Les actions d'animation et d'encadrement étaient des tâches des comités provinciaux de la J.R.R. ainsi que tout le corps des encadreurs des pionniers du sommet à la base. C'est ainsi que chaque encadreur qu'il soit de la section communale, provinciale ou des pionniers devait prendre pour son compte l'animation et l'encadrement des pionniers selon ses responsabilités.

---

[35] NDIRABIKA, (A), op. cit, p. 4.

Au niveau de la section, il s'agissait de la préparation des causeries d'éducation civique, la préparation et l'exécution des jeux, des chants et danses traditionnels : ingoma, umuyebe, kwiyereka, l'apprentissage des contes et légendes, des proverbes, des théâtres, l'organisation des visites. Les pionniers apprenaient les chants appropriés au parti lors de la préparation des fêtes nationales, ainsi que l'accueil des visiteurs. Il faut savoir que le pionner était tenu de porter un béret et un foulard rouge.

5°. Le travail d'un pionnier dans la société

Le pionnier était censé jouer un rôle non négligeable dans la société dans laquelle, il appartenait. Les activités d'apprentissage et de production avaient un double avantage. Celui d'aider l'enfant à bien manier les outils et les instruments de travail. Il apprenait des habitudes et s'initiait à l'effort et à l'amour du travail manuel et intellectuel.

Pour les pionniers de 13-15 ans, ils avaient leur ICIBARE à l'école (une parcelle ou un jardin des pionniers où ils s'initiaient aux méthodes modernes d'agriculture).

Les produits provenant de ces activités de production servaient à la constitution des fonds de la section et à l'autofinancement. Le jeu et le sport constituaient une activité principale des pionniers dans la mesure où tout enfant s'exprime facilement et surtout dans ce domaine précis. La gymnastique et le REEI se présentaient comme un grand apport à la formation du caractère tandis que l'athlétisme cultivait la compétitivité. Les activités artistiques et culturelles puisent surtout dans le folklore et la culture.

La socialisation politique des enfants, les dirigeants en place voulaient rassembler tout le peuple burundais autour d'un seul parti comme le précise P.F. GONIDEC : « *un seul parti, un seul peuple, un seul chef* ».[36]

[36] GONIDEC (P.F), Les systèmes politiques africains, Paris, LGDJ, 1978, p.26

b. La Commission Estudiantine

Pour réussir la réalisation des objectifs du 28 novembre 1966 le parti comptait beaucoup sur la jeunesse pour permettre la mise en œuvre du programme politique .C'est dans cette perspective que la Première République institua au sein de la JRR une : « Commission Estudiantine ». Depuis la recherche de l'indépendance, le degré de conscience politique est particulièrement élevé en milieu estudiantin comme le souligne encore une fois P.F GONIDEC : « *les organisations d'étudiants ont joué un rôle politique important en position contre le système colonial et pour l'indépendance* ». [37]Cela montre que dans un certain nombre de cas, les jeunes étudiants furent l'élément moteur, organisé capable de sauvegarder l'unité parmi les jeunes. Les organisations estudiantines au sein de la J.R.R.avaient besoin de s'implanter dans toutes les écoles du pays pour avoir une jeunesse consciente des problèmes du pays et mobilisée pour la production. Il était également nécessaire d'organiser les jeunes ruraux pour le travail en commun à la campagne y compris dans la création des coopératives.

1°. Organisation et Structure de la Commission Estudiantine

Dès l'ouverture de chaque année scolaire et académique, les comités devaient s'appliquer à la propagande et au recrutement des militants, à la remise des cartes et à la collecte des cotisations. Ces activités se clôturaient habituellement avec la fin du premier trimestre.

L'élaboration du programme annuel des activités relevait du comité de base et était approuvé par l'assemblée de section dans cette même période.

Chaque section devait avoir au minimum 10 étudiants : « *Une section de la Commission Estudiantine peut être créée là où sont réunis au moins 10 étudiants Burundais* »[38]. Elle devait disposer d'un registre dans lequel était précisé les points suivants : l'effectif des membres, (anciens et nouveaux), les cartes distribuées,

[37] GONIDEC (P.F), op. cit., Paris, LGDJ, 1978, p. 26.
[38] La réalité au Burundi, Eindhoven, Afrique Consortium, 1974, p 45.

les cotisations perçues, les membres ayant l'uniforme de la commission, les présences et absences aux activités de la section.

Ces comités devaient confectionner le rapport trimestriel adressé au Comité Directeur. Celui-ci était à son tour appelé à le publier, à l'intention des sections.

Pour mieux encadrer et coordonner les activités de la Commission Estudiantine, le Comité Directeur effectuait au moins une visite par an dans toutes les sections. Cela nous amène à distinguer trois types de Commissions au sein du comité directeur :

* Commission politique
* Commission socio- économique
* Commission culturelle et sportive

- Commission politique

Le comité de cette commission organisait les activités relatives à la formation idéologique des membres. Elle assurait la propagande du mouvement et du Parti UPRONA au sein de l'établissement.

Enfin, elle assurait les relations entre la Commission Estudiantine et les mouvements estudiantins amis ainsi que les mouvements intégrés.

- Commission socio-économique

Elle s'occupait des activités à caractère socio-économique de la Commission Estudiantine de la J.R.R... Pendant les grandes vacances cette commission devait inspecter le déroulement des travaux qui contribuent à l'épanouissement et à la progression économique du pays. C'était le moment opportun pour la formation idéologique et politique. Elle collectait et gérait les fonds de la Commission en accord avec le Comité Directeur. Elle faisait le rapport au Comité Directeur sur les finances après chaque trimestre.

- Commission culturelle et sportive

Celle-ci était chargée de toutes les activités culturelles et artistiques en vue de revaloriser la culture nationale. Elle était chargée aussi de promouvoir les activités sportives dans les sections de la Commission Estudiantine. Elle organisait différents groupes de tambourinaires et de danseurs traditionnels.

I.6. La rénovation du Parti UPRONA et la réorganisation de la J.R.R. sous la deuxième république

a. La rénovation du Parti UPRONA

Une des actions politiques remarquables de la 2ème République a été sans conteste la rénovation de l'UPRONA. La deuxième République avait l'objectif de montrer aux Badasigana que le Parti était désorganisé et abandonné par le régime déchu. Face à cette situation le Mouvement du Premier Novembre1976 décida : *« de restructurer et réorganiser l'UPRONA afin qu'il devienne l'acteur fondamental de la construction harmonieuse du pays. Il fut donné au Parti, le rôle de concevoir, de former, d'orienter, d'animer et de contrôler la vie politique».*[39] Le 1er juillet 1978, le Président de la République définissait explicitement le Parti UPRONA comme étant : « *le fondement même de toutes institutions, source de notre souveraineté et de notre dignité* ». [40]

En 1978, les statuts provisoires du Parti UPRONA rénové furent promulgués, une campagne nationale fut organisée pour diffuser ces statuts provisoires et requérir l'adhésion des Badasigana. Pour marquer la profondeur de la rénovation du Parti, chacun devait personnellement formuler une demande d'adhésion. En fait, les Badasigana adhéraient à un Parti nouveau, différent de l'UPRONA qu'on avait connu jusque-là.

Le Président BAGAZA soulignait lui-même le caractère rénové de l'UPRONA, le 7 mars 1979 en ses termes : « *le Parti UPRONA auquel le peuple va solliciter son*

[39] NDARANGAVYE, n°13, 2ème Conférence nationale des Cadres de l'Etat 20-23 Avril, 1987, p. 58.
[40] Idem, p. 42.

adhésion est un Parti réellement nouveau, ses objectifs sont nouveaux, sa structure est nouvelle et tous les dirigeants sont nouveaux. Il n'a de commun avec l'UPRONA de 1959 que de nom. S'inscrire au Parti signifie donc faire les objectifs du mouvement du 1èr novembre ».[41]

On se pose la question de savoir la différence entre l'UPRONA de 1959 et celui de 1978 ?

Emile MWOROHA dit à ce propos que : « *l'UPRONA de 1959 avait l'objectif de l'accession à l'indépendance tandis que celui de 1978 avait l'objectif de développer le pays et de démocratiser les institutions* ».[42]

Dans le premier Congrès national du Parti UPRONA, le Président de la République montra ce qu'il va effectuer de manière régulière et continue : « *Il nous faut transformer progressivement les structures de production et d'échange pour amener les Barundi à ne pas vivre de l'exploitation des autres, à découvrir leurs intérêts collectifs (...), il est plus aisé de diviser des gens qui ont faim* ».[43]

Le Président de la République donna beaucoup d'importance à l'économie pour mieux affermir son pouvoir.

b. La réorganisation de la J.R.R.

La jeunesse burundaise était considérée sous la deuxième république comme des propagandistes infatigables des idéaux du Parti UPRONA rénové. C'est pour cette raison que le Président de la République ne tarda à réorganiser la JRR :

« *Le mouvement de jeunesse intégré au Parti UPRONA dénommé J.R.R. devient depuis aujourd'hui le 04 novembre 1980 U.J.R.B* »[44].

---

[41] NDARANGAVYE, op. cit. p. 58.
[42] MWOROHA Emile, 73 ans, Professeur à l'Université du Burundi, Bujumbura Mairie, le 03 novembre 2012
[43] République du Burundi, Acte du premier congrès national du Parti UPRONA, Bujumbura, 19780, p. 19.
[44] Le Burundi en image, n° 4 du29 février 1988, Buiumbura, p. 2.

Les nouveaux statuts du mouvement ainsi que les nouveaux comités ont été mis en place.

Cette mesure prise à la surprise de toute la jeunesse burundaise n'a pas été bien accueilli par certains dirigeants et les membres de la J.R.R.Ces derniers considéraient que le régime en place voulait mettre dans l'oubli le nom du héros national « RWAGASORE ». Ceux qui étaient en conflit avec le pouvoir issu du 1er novembre ne tarda à donner des significations incorrectes de l'UJRB comme le dit Domitien NDIKUMANA : « *certaines personnes qui n'aimaient pas le pouvoir disaient que BAGAZA a voulu remplacer la J.R.R. par l'UJRB dans le but d'effacer le nom de RWAGASORE pour le remplacer par le sien: Union de la Jeunesse Révolutionnaire BAGAZA* »[45].

Pourtant, on remarqua un désintéressement des étudiants pour les affaires politiques comme Venant GAHUNGU le souligne : « *ce désintéressement à la vie politique par les étudiants était incontestablement une conséquence immédiate de la politique dite de « rénovation » du parti et des mouvements intégrés surtout la JRR.* » [46]

Le Président de la République donna une explication en ces termes : « *Nous avons des besoins actuels. Ceux-là que nous faisions comprendre aux militants (...). Avec ces besoins et conjonctures actuelles, il est illusoire de faire la propagande de RWAGASORE.* » [47] L'objectif de la réorganisation du mouvement de jeunesse était notamment de parler le nom de RWAGASORE pour ce qu'il a fait mais aussi il a voulu que le mouvement de jeunesse soit un mouvement national mais aussi que la jeunesse soit unie. Mais il est difficile de construire le présent en ignorant le passé.

---

[45] Entretien avec NDIKUMANA Domitien, 43 ans, Enseignant, Mwaro le 15 novembre 2012.
[46] GAHUNGU Venant, op. cit, p. 30.
[47] Le renouveau du Burundi, n° 939, du 11 septembre 1981, p. 6.

Avec l'arrivée de la deuxième république, le mouvement de jeunesse reprit son ancienne dénomination :« *dimanche 14 février 1988 régnait de grande fête à Bujumbura une foule nombreuse en liesse composée des militants du Parti et des Mouvements Intégrés a défilé au stade Prince Louis Rwagasore au stade FFB pour fêter le retour à l'ancienne dénomination JRR au détriment de l'UJRB et la réhabilitation du héros national. Pour le chef de l'Etat, il a demandé à la foule présente d'observer une minute de silence à la mémoire du héros national Prince Louis RWAGASORE* ».[48]

I.7. Les Associations féminines d'avant 1967

a. Union Culturelle des Femmes Barundi (U.C.F.B.)

Elle aurait été créée en 1960 par le Prince Louis RWAGASORE. Elle était le premier mouvement féminin à caractère politique, elle luttait pour l'indépendance immédiate. Cette association devait être dirigée par une femme qui était pour l'indépendance immédiate comme le dit A.GAHUNGU : « *Elle était dirigée par madame Bernadette BANKUMUHARI qui venait de quitter l'Association de madame HARROY qui avait la position du colonisateur* ».[49]

b. Association des Femmes de Buyenzi

Cette association regroupait les femmes burundaises sans distinction de nationalité. Elle a été créée 1961 après les élections communales. L'objectif principal de cette association avait un caractère social que politique. Rappelez-vous que pendant les élections communales que les femmes n'avaient pas encore acquises le droit de vote.

c. Association de Madame HARROY

Cette association a vu le jour en 1960. Elle enseignait les activités en rapport avec l'hygiène, l'éducation des enfants. A la veille de l'indépendance, la plupart des femmes avaient quitté le mouvement.

---

[48] République du Burundi. Les réalisations des programmes du développement social ,20-23 Avril 1988, Bujumbura, 1988, p.155.

[49] GAHUNGU (A), Attitude des femmes burundaises face aux partis politiques (1959-1993), Bujumbura, UB, FLSH, Département d'Histoire, mémoire, 2004, p. 36.

I.8. De l'intégration de la femme dans la vie politique

a. Des élections communales de 1960

Les élections communales étaient prévues du 15 novembre au 18 décembre1960. Les principaux partis dans ces élections étaient UPRONA et PDC. Quelles stratégies furent adoptées par le Parti UPRONA pour remporter la victoire ? Il s'appuyait notamment sur les gens non actifs en politique comme les femmes. En 1960, le Prince Louis RWAGASORE créa l'association féminine appelée l'UCFB et choisissait les propagandistes parmi les gens proches de la population. Ces élections qui consistaient à choisir les Bourgmestres et leurs Conseillers étaient exclusives : « *Seuls les électeurs de sexe masculin sont admis aux urnes* ».[50] A côté de cette exclusion des femmes, il faut ajouter aussi la mise en résidence surveillée de RWAGASORE, Conseiller général de l'UPRONA. Tout cela entraina la défaite du Parti UPRONA, les militants du parti boycottant les élections.

b. Des élections législatives de 1961

A la sortie de sa résidence surveillée, le Prince Louis RWAGASORE réclama le suffrage universel. Ce qui fut accepté le 17 août 1961 à un mois avant les élections législatives. Les femmes qui étaient privées du droit de vote et d'éligibilité participèrent massivement comme l'écrit Athanase GAHUNGU : « *Dans presque toutes les communes, les femmes ont montré au vote un intérêt spécial. Dans plusieurs bureaux, leur nombre dépassait celui des hommes et souvent elles ont même attendu longtemps avec leurs enfants au dos* ».[51] Lors des élections législatives du 18 septembre 1961 le parti UPRONA remporta une victoire écrasante avec 58 sièges sur 64 qui étaient prévus. Pour J.P HARROY il voyait que n'eût été les femmes l'UPRONA n'aurait pas eu la victoire :

---

[50] BORU 1960, p. 42.
[51] GAHUNGU (A), op. cit, p. 33.

« *les femmes imprégnées du mysticisme « Mwami », ont apporté en masse leurs voix à ce parti. Elles sortaient de l'isoloir comme elles reviennent du banc de communion. On en a vu à genoux devant l'urne du Mwami* ».[52] On peut dire que l'effectif élevé des femmes a influencé la victoire du parti UPRONA sans oublier le charisme du Prince Louis RWAGASORE.

Après la mort de RWAGASORE, le mouvement féminin à caractère politique UCFB n'eût plus la place comme le montre Adelaïde NININAHAZWE : « *son utilité s'est terminée avec le jour de la victoire de ce parti aux élections de 1961. Le fait qu'il n'a pas été crée par les femmes elles-mêmes ne lui permettait pas de durer longtemps* ».[53]

Comme cette association n'a pas été fondée par les femmes elles-mêmes, raison pour laquelle elle a disparu après la mort du Prince Louis RWAGASORE.

I.9. La création de l'UFB

Depuis longtemps, les femmes étaient considérées comme inactives dans la vie politique du pays.

Pour beaucoup, les devoirs de la femme s'arrêtaient aux travaux domestiques de ménages et de champs. Elle devait être avant tout au service du mari et de ses enfants.

Après le coup d'Etat du 28 novembre 1966, le Président de la République comprit le rôle des femmes et des filles lors de la lutte pour l'indépendance s'adressa à elles : « *A vous jeunes filles, de comprendre que dorénavant vous devez vous considérer comme appelées à participer très activement à la révolution nationale. Certaines d'entre vous ont peut- être encore en mémoire certaines mesures qui interdisaient aux femmes*

[52] HARROY (J. P), Burundi : Souvenirs d'un combattant d'une guerre perdue .Bruxelles, Hayez, 1987, p. 563
[53] NININAHAZWE(A), La participation de la femme burundaise à la vie politique du début du 20ème siècle à la fin 1987, Bujumbura, UB, FLSH, Département d'Histoire, mémoire, 1992, p. 21

de participer au progrès de la nation. Nous avons été émus par cette mesure. Dorénavant la voie du progrès vous est ouverte à vous de la suivre et, de la cimenter ». [54]

Dès la prise de son pouvoir Michel MICOMBERO avait besoin du soutien de tous les Barundi, d'où il créa l'UFB (Union des Femmes du Burundi).Mais André NTASEHERA dit : « *On a mis en place l'UFB pour réclamer les droits de la femme avant tout* ».[55]

Qui dit l'UFB dit : « *l'émancipation* »[56]. A ce sujet on peut dire que l'UFB comme mouvement purement politique n'aurait pas raison d'être car les femmes pouvaient adhérer à la JRR ou militer seulement au sein du Parti :

« *La femme a besoin d'évoluer, elle a besoin de défendre ses droits et de lutter pour avoir les droits qu'on lui refuse. C'est ainsi que l'UFB doit aussi avoir un caractère syndical. Ce ne sont pas les hommes qui défendront les droits de la femme* ».[57]

L 'UFB voulait former les femmes suffisamment, les mobiliser pour analyser leurs propres problèmes. Les femmes ne pouvaient lutter politiquement sans défendre leurs intérêts. La mission de l'UFB était : « *d'éduquer les femmes à opérer la reconversion de leurs mentalités afin de participer au même titre que les hommes à la construction d'une société prospère, juste et démocratique.* »[58]

L'éducation qu'elle recevait dès son jeune âge lui inculquait un esprit d'être avant tout au service de la famille. On appelait ces femmes les ménagères : abazezwanzu).

---

[54] Infor -Burundi, n°205 du 01 janvier 1967, p. 4.
[55] Entretien avec NTASEHERA André, 68 ans, Ancien agent de la Brasserie, Mwaro, Décembre le 15 janvier 2012
[56] Unité et Révolution, n°2 du 30 juin 1967 p. 2.
[57] S.a., FB ; Son origine, sa mission, ses réalisations (1967-1993) sl. sd, p. 8.
[58] République du Burundi, Actes du 1er Congrès National du Parti UPRONA, Berger Levrault, Bujumbura ,1980 p. 184.

I.10. Historique du mouvement syndical au Burundi

L'ordonnance n°128/AIMO du 07 mai 1946 a autorisé la formation des Syndicats Professionnels Indigènes mais leurs champs d'action étaient limités exclusivement à l'étude, la protection et le développement des intérêts professionnels et sociaux des membres.

Les Agents de l'Administration formaient l'Association du Personnel Indigène de la Colonie (APIC) qui comprenait tous les agents indigènes du Congo et des colonies voisines comme les agents indigènes du Rwanda et du Burundi.

Au Burundi, il se forma la CSB (Confédération des Syndicats du Burundi) qui est l'émanation de la CSCB (Confédération des Syndicats Chrétiens de Belgique) ; elle est agréée le 27 mars 1964 par AM (Arrêté Ministériel) n°110/411.Ses militants et dirigeants sont régulièrement envoyés en formation à l'Etranger.

a. L'Association des Enseignants Barundi

Les enseignants formaient l'Association des Moniteurs Diplômés du Vicariat de Kitega (AMODIVIK) qui, à son tour disparait rapidement faute de rassembler tous les enseignants (ceux qui avaient fréquenté une école autre que celle de Kitega étaient exclus).

En 1958, l'AEB était créée et reconnue par l'ordonnance n°11/105 du 05 juin 1959 ; aucune distinction d'études ou de diplôme n'est considérée.

b. La Fédération des Travailleurs du Burundi

Créée après l'indépendance, la Fédération des Travailleurs du Burundi s'assignait le rôle d'avant-garde et de panafricanisme. Elle participait à la création de l'USPA en février 1964.Cette même année, la FTB organisait une grève des Travailleurs du port de Bujumbura ayant pour principales

revendications : *«la suppression d'une administration coloniale ; nomination d'un Chef du Personnel Murundi ; révision des licenciements injustifiés »*.[59]

A l'issue des négociations, les cadres africains furent satisfaits sur tous les points et une indemnité de logement leur fut accordée.

c. Le Syndicat Libre des Travailleurs du Burundi (SLTB)

Créé en 1963 et agrée par l'AM (Arrêté Ministériel) n° 110/802 du 20 novembre 1965, le SLTB s'est réclamé de l'indépendance par rapport aux organisations métropolitaines ou internationales. Ses membres se recrutaient surtout dans le secteur privé. A la session de l'OIT de 1965, il amorçait des pourparlers avec l'AEB pour unité d'action. Le 24 février 1964 est agréé le SAAB (Syndicat des Agents de l'Administration du Burundi) par l'AM n°110/38.

I.11. La naissance de l'UTB

Après l'avènement de la Première République, le mouvement unitaire inspiré par la récente création d'un Parti Unique UPRONA, les responsables des diverses organisations syndicales entrent en pourparlers pour la formation d'un Central Syndical Unique. A ce propos P.F GONIDEC précise : « *Il est fréquent que les dirigeants africains exercent des pressions sur les syndicats pour les contraindre à s'unir ou à fusionner*».[60]

Le parti a donc créé l'UTB le 03 mars 1967.Elle est le résultat de la fusion des cinq syndicats existants (AEB, FTB, SCB, SLTB, SAAB). Comme pour la JRR et l'UFB, l'objectif était le même en créant l'UTB : mettre ensemble toutes les forces pour le progrès du pays et du parti. Ce mouvement avait plus un caractère politique que syndical.

[59] République du Burundi.UTB, Bujumbura, 1979, p.39
[60] GONIDEC (P.F), op. cit, p .379

I.12. Le fonctionnement des mouvements intégrés

Les assemblées et les congrès étaient des instances où participaient soit tous les membres du Parti soit leurs délégués. Aux échelons de base, la cellule et la colline, les assemblées comprenaient tous les membres du Parti ou des Mouvements Intégrés. Le fonctionnement des mouvements intégrés sont calqués sur celui du Parti UPRONA : « *les échelons du Parti et des Mouvements Intégrés vont du sommet à la base : la nation, la province, la commune, la colline de recensement et la cellule* ».[61] Au niveau plus élevé, les assemblées ou congrès rassemblaient les délégués des militants à cause des difficultés matérielles de les rassembler tous en même lieu en vue d'organiser réellement un débat utile.

Les assemblées de colline et de cellule tenaient leurs réunions chacune une fois les deux mois. Dans la pratique, ces réunions chacune se déroulaient alternativement afin que les préoccupations et les propositions exprimées au niveau de la cellule soient analysées, le mois suivant par l'assemblée de colline de recensement.

D'une manière générale, chaque instance du Parti ou des Mouvements Intégrés discutait et approuvait le programme d'activités lui soumis par le comité, discutait de tous les problèmes intéressant l'échelon, se prononçait sur l'action menée par les autorités administratives de son ressort.

Aux niveaux de la commune, de la province et de la nation, les Congrès discutaient et se prononçaient sur les programmes socio-économiques élaborés et proposés par l'administration. C'était également les assemblées ou les congrès qui élisaient les comités ayant la charge d'exécuter les programmes adoptés par eux.

---

[61] UPRONA .Communication et Synthèse de la réflexion émise au cours des sessions organisées sur le Parti UPRONA, Bujumbura, 1989 p. 23

Le Congrès National était l'instance suprême de la nation. A ce titre, il approuvait le rapport-programme de l'organe suprême du Parti, adoptait et amendait les statuts, traçait la ligne fondamentale du Parti en matière politique intérieure et extérieure, et fixait les grandes orientations du plan de développement social et culturel.

Selon Marcel MASUNZU, les mouvements intégrés avaient quelques objectifs communs : « *les objectifs généraux des mouvements intégrés étaient d'appliquer et faire appliquer l'idéologie du Parti UPRONA : Unité-Progrès National. Mener une lutte organisée et une action rigoureuse contre toute sorte de division notamment, le racisme, le régionalisme, le tribalisme. Chercher et résoudre certains problèmes sociaux tels que l'ignorance, l'analphabétisme, la misère, la non exploitation à tous les échelons de toutes les valeurs productives* ».[62] Tout membre des mouvements intégrés devait être fidèle à la ligne politique tracée par le Parti UPRONA. De plus, le rapport entre le Parti et ses Mouvements Intégrés étaient un rapport de subordination tant au niveau d'organisation qu'au niveau des activités exécutées. Avant d'être membre de la JRR, de l'UFB et de l'UTB, on devait être d'abord membre de l'UPRONA pour faciliter l'exécution des objectifs fondamentaux (politiques, socio-économiques et culturels) du Parti UPRONA.

[62] MASUNZU(M), L'émancipation de la femme au Burundi 1962-1982, Bujumbura, UB, FLSH, Département d'Histoire, mémoire 1986, p .61.

CHAPITRE II : ACTIONS DES MOUVEMENTS INTEGRES DANS LA REALISATION DES OBJECTIFS DU PARTI UPRONA

Nous venons de voir les raisons principales qui ont poussé la première République à créer les mouvements intégrés. Maintenant nous allons analyser le rôle des mouvements intégrés dans l'affirmation du Parti UPRONA, les moyens utilisés et les difficultés rencontrées par ces derniers au moment de la réalisation de leurs engagements.

II.1. Du rôle des Mouvements intégrés dans l'affirmation du Parti UPRONA

a. Participation de la JRR dans la formation politique

La JRR qui regroupait plusieurs jeunes nationaux avait le devoir de diffuser auprès de la jeunesse les directives du Parti et du Gouvernement pour mieux la sensibiliser et la mobiliser dans sa participation active au développement national :« *Au cours de ses assemblées et congrès statutaires, la JRR se fait la mission de mettre au courant tous ses membres de toutes les questions concernant la vie politique du pays et constituent une occasion pour les membres de la JRR, de prise de conscience (...) à élever leur niveau de formation idéologique et politique* ».[63]

Les efforts de chacun étaient nécessaires pour que la JRR soit suffisamment bien armée pour le dur combat qu'elle devrait mener.

Le mouvement de jeunesse a intensifié son action dans l'information et la formation idéologique de toute la jeunesse burundaise par l'organisation systématique énergique des journées communales de la jeunesse qui constituaient le meilleur cadre de mobilisation de tous les jeunes autour des programmes arrêtés comme le dit Ezéchiel NTIRISHIRA :

---

[63] JRR, Rapports des Conférences Nationales de la Commission Estudiantine de la JRR (1970-1978), Bujumbura, 1978, p. 4

« *Il y avait des jeunes qui étaient chargés de nous informer au moment où il y avait des réunions communales ou bien quand il y avait des autorités du pays qui nous rendaient visite* ».[64]

Cependant, il y avait certains jeunes qui n'appartenaient pas dans le mouvement des jeunes par certaines raisons comme le précise Jean NDEREYIMANA : « *je n'appartenais à aucun mouvement intégré au Parti car les adhérents cherchaient seulement les bières au moment des fêtes, ils n'ont rien fait car l'UPRONA n'aurait pas été vaincu* ».[65]

C'est pour cette raison que toutes les instances et organes du mouvement de jeunesse devaient dispenser leurs actions de formation et de sensibilisation de toute la jeunesse burundaise pour qu'elle adhère volontairement et consciemment au mouvement. Aussi, la JRR poursuivait son action de renforcement de la commission estudiantine et du mouvement pionnier par une formation politique et idéologique.

La Commission Estudiantine de la JRR tenait des Conférences Nationales pour étudier des questions pertinentes chaque fois qu'il y a un problème au niveau du parti ,dans le pays et elle proposait des solutions y relatives : « *Constatant que le mauvais fonctionnement du Parti UPRONA est responsable pour une grande part des misères actuelles du peuple, constatant douloureusement que le Parti UPRONA est devenu manifestement la couverture de certains agents les plus actifs de la réaction, la deuxième Conférence Nationale de la Commission Estudiantine de la JRR exige comme mesures :l'établissement de la suprématie effective du Parti ;le fonctionnement démocratique des instances du Parti comme le prévoit la Charte ; les élections à tous les échelons, l'association concrète de tous les militants à rendre effective cette suprématie afin que le Colonel MICOMBERO se sente plus soutenu par la jeunesse et les travailleurs et en fin, la*

[64] Entretien avec NTIRISHIRA Ezéchiel, 52 ans, Cultivateur, Mwaro, le 23 décembre 2012.
[65] Entretien avec NDEREYEMANA Jean, 48ans, Enseignant, Bururi, le 09 novembre 2012

tenue en 1972 des congrès des mouvements intégrés et du Parti en 1973 comme thème central :« LA DEMOCRATIE ET LA SUPREMATIE DU PARTI ».[66]

On constate que le mouvement de jeunesse jouait un double rôle : de proposition et de recommandation. Ce sont ces mêmes jeunes qui ont montré les abus du pouvoir : «*Le Parti de l'indépendance et de l'Unité avait traversé indemne la période obscure de la monarchie. De la base au sommet, l'administration se trouve ankylosée par une corruption et un népotisme virulents. L'irresponsabilité et la soif des fortunes alimentent des scandales qui font la honte de la nation entière* »[67]. Depuis 1974, les activités de la JRR ont été suspendues, elle n'a repris ses activités qu'avec l'avènement de la Deuxième République.

La JRR noua des relations très étroites avec les autres mouvements de jeunesse du monde : « *la JRR occupe une place importante dans la Fédération Mondiale de la Jeunesse Démocratique. La JRR est membre du comité exécutif du MPJ (Mouvement Panafricain de la Jeunesse)* ».[68]

La plupart des mouvements de jeunesse africaine avait formé une solidarité pour lutter ensemble contre l'impérialisme : « *les colonialistes et néocolonialistes qui rêvent encore de traire la vache africaine verront leurs complots et leurs machinations voués à l'échec grâce à la solidarité agissante et fraternelle des jeunes et des peuples progressistes d'Afrique* ».[69]

Ces mouvements de jeunesse voulaient exprimer leur solidarité entière contre l'impérialisme pour la sauvegarde de l'unité nationale et de l'indépendance.

---

[66] République du Burundi. Rapport de la IIème Conférence Nationale Commission Estudiantine de la JRR, Bujumbura, le 27-28 Juillet 1971 p. 12.
[67] République du Burundi .Rapport de la VIème Conférence de la Commission Estudiantine, Bujumbura, le 09 Novembre1971, p. 4.
[68] Flash –Infor, n° 720 du30 Mars 1973 p. 4.
[69] Flash-Infor, n°711 du 20 Mars 1973 p .1.

b. Le rôle du mouvement de jeunesse dans le développement du pays

Les organisations estudiantines au sein de la JRR avaient besoin de s'implanter pour avoir une jeunesse consciente des problèmes du pays et mobilisée pour la production. Il était également nécessaire d'organiser les jeunes ruraux pour le travail en commun à la campagne, la création des coopératives.

Pour contribuer activement au développement économique du pays, le mouvement de jeunesse a mis un accent particulier sur la participation des jeunes burundais en général et ceux réunis au sein de la JRR en particulier, aux travaux de production agro-pastorale, de construction des infrastructures sociales.

C'est ainsi que tous les militants de chaque commune devaient conjuguer leurs efforts pour qu'ils soient l'exemple nationale. Selon Evariste YAHUNGU : « *les activités étaient le reboisement (ibitara vya Leta), traçage des routes car il n'ya pas de développement sans avoir des routes. Ils sensibilisaient les cultivateurs pour la plantation des cultures d'exportation. Il y avait des moments où ils usaient la force pour les récalcitrants* ».[70]

L'efficacité de la JRR ne tarda pas à s'affirmer dans le domaine agricole : « *l'assèchement des marais de Nyamuswaga pour la production du manioc, d'arachides, de haricots, de petits pois, de café et du coton* »[71].

Dans le but de combattre la délinquance et l'ignorance, la JRR a contribué dans le travail de limiter l'exode rural et d'ouvrir à tous les jeunes l'esprit du travail comme le souligne Gérard MIBURO : « *on a mis en place les travaux communautaires qui constituaient un cadre privilégié pour faire aimer aux jeunes gens les*

[70] Entretien avec YAHUNGU Evariste, 58 ans, Platon, Bururi, le 22 décembre 2012.
[71] La réalité au Burundi, Eindhoven, Afrique Consortium p. 34.

travaux agricoles. C'était une occasion pour les jeunes de s'informer sur les questions relatives à la vie nationale ».[72]

Pendant les vacances, la jeunesse estudiantine organisait des camps de travail qui permettaient le développement du pays. Les membres de la JRR après un long moment de réflexion et d'activité politique dans leurs établissements respectifs se rencontraient sur le même chantier de travail concret où ils partageaient non seulement le travail manuel mais aussi une pensée révolutionnaire. Les camps de travail constituaient un moment opportun d'informer et de former la jeunesse non scolarisée sur la situation que prévaut dans le Parti. Cette jeunesse se mettait ensemble pour fabriquer les briques, extraction des moellons, des sables, des graviers. Toutes ces activités servaient non seulement à la construction des écoles, aménagement des routes, des dispensaires, des travaux d'adduction d'eau mais aussi à la consolidation d'unité entre eux. Les recettes provenant de ces activités leur ont permis d'acquérir des équipements culturels et de participer aux besoins des nécessiteux. Ces travaux s'étaient faits avec difficultés : « *au grand nombre de jeunes qui ont besoin d'être encadrés. A cela s'ajoutent des problèmes économiques liés au manque d'infrastructure et de matériel de base pour la production agricole, pour la commercialisation des produits agricoles et artisanaux.* »[73]

Malgré les difficultés rencontrées par les jeunes lors de la réalisation des activités économiques pour le développement du pays, ils ont pu cultiver parmi eux le sentiment de solidarité, d'amitié et de fraternité. Ils ont développé l'esprit civique, le sens de l'intérêt collectif et ils ont réalisé un brassage entre les jeunes scolarisés et les jeunes non-scolarisés à partir des travaux communautaires comme le dit Emmanuel NIZIGIYIMANA : « *en collaboration avec les jeunes*

[72] Entretien avec MIBURO Gérard, 75 ans, Cultivateur, Bujumbura Rural, le 18 janvier 2013
[73] République du Burundi Actes du 2ème Congrès National du Parti UPRONA, Berger - Levraut, Bujumbura, 1986, p. 26.

scolarisés et déscolarisés, on a construit les terrains de volley-ball et de basket-ball dans les enceintes de l'OTB de TORA ».[74]

c. La part de la jeunesse dans la réhabilitation et la valorisation de la culture nationale

Promouvoir la culture nationale était parmi les préoccupations principales du Parti UPRONA pour éradiquer la culture coloniale importée de l'occident et qui avait méprisé les valeurs traditionnelles.

Les responsables de la JRR bénéficiaient d'un atout pour informer les jeunes burundais ; tous les Burundais ont une même langue, des coutumes et des croyances identiques.

Pour échanger certaines idées, chaque année, une journée communale de jeunesse était organisée : « *c'était une occasion offerte à toute la jeunesse en général et aux groupes d'animation en particulier d'exprimer à travers la danse, la chanson, le théâtre, leur attachement à la culture nationale* ».[75]

Selon Gérard REMEZO : « *nous devions tous être présents au chef lieu de la commune au moment des fêtes nationales ou bien quand il y avait des visiteurs, on préparait les danses sympathisant les autorités du pays notamment le Président de la République et du Parti* ».[76]

Par le biais des comités du Parti et des mouvements intégrés, les responsables de la JRR insistaient notamment sur le renforcement de l'unité nationale, l'esprit patriotique, l'amour du travail et le respect de la chose publique. Dans le cadre des échanges culturels entre les régions, plusieurs visites entre les groupes d'animation communaux et provinciaux ainsi les sections estudiantines de la JRR étaient effectuées.

---

[74] NIZIGIYIMANA Emmanuel, 51 ans, Ancien Secrétaire de la JRR dans la Commune Mugamba, Mairie de Bujumbura, le 03février 2013.

[75] République du Burundi. Rapport de la XIVème Conférence Nationale de la Commission Estudiantine de la JRR, Bujumbura, 2-5août 1989 p. 6.

[76] Entretien avec REMEZO Gérard, 87 ans, Cultivateur, Bururi, le 08novembre 2012.

Beaucoup de pièces de théâtre, différentes sortes de chants et de danses traditionnels ayant trait à la lutte contre l'exploitation de l'homme par l'homme, à l'indépendance, à la bonne éducation, à la revalorisation de la culture nationale et à l'amour du travail étaient présentées par les sections estudiantines qui y ont souvent associé les militants des régions avoisinantes.

d. La participation de l'UFB dans la réalisation des idéaux du Parti UPRONA

La femme burundaise a joué un rôle non négligeable dans le domaine politique, économique et socioculturel. Selon la tradition burundaise, elle restait minimisée dans les activités politiques. L'UFB avait une mission principale : « *de participer à la réalisation et à la défense des idéaux et des directives du Parti ; d'opérer dans l'esprit de la Charte du Parti la reconversion de la mentalité pour amener la femme burundaise à participer activement à la vie nationale ; de lutter pour l'émancipation de la femme ; d'assurer l'encadrement politique et idéologique des femmes burundaises* ».[77]

Le but de cette création revenait à faire des femmes burundaises à part entière, jouissant des mêmes droits politiques que l'homme. Depuis lors, les femmes burundaises ont fait entendre leurs voix et apportèrent leur part à l'effort général.

Au sein de l'UPRONA, deux autres mouvements du Parti jouaient un rôle similaire vis-à-vis d'autres groupes et en fonction des réalités nationales ; il s'agissait de la JRR et de l'UTB. Conformément aux statuts, les réunions répondant aux besoins des femmes en matière de formation et d'information en vue de leur intégration à la vie politique, économique, sociale et culturelle ont été régulièrement tenues.

---

[77] République du Burundi .Actes du Premier Congrès National du Parti UPRONA, Berger-Levrault, Bujumbura, 1981, p. 210.

e. Actions réalisées par l'UFB

1°. Au niveau politique

Au fil des années, l'UFB est devenue un cadre d'expression des femmes sur les affaires de leur environnement, du pays et de leurs désidératas.

Tout comme les autres mouvements intégrés, l'UFB reçut comme mission de diffuser auprès de la masse féminine l'idéologie du Parti et de participer à la réalisation de ses objectifs. Pour parvenir à la réussite de cette mission, il fallait des préalables : « *opérer un changement de mentalité auprès de la société et de la femme elle–même, libérer la femme des contraintes coutumières pour lui permettre d'apporter une contribution consciente à l'édification de sa nation, car la société considérait que les devoirs de la femme se limitaient aux seules charges familiales* ».[78]

La prise de conscience naissante était le fruit d'une intense campagne de sensibilisation. La mentalité qui a toujours défavorisé la femme a toujours considéré celle-ci comme un être inférieur incapable d'accomplir des fonctions autres que familiales ou agricoles. Selon Madame Constance NIBIZI, Secrétaire permanente de l'UFB en 2013 dit à ce propos : « *Un vaste combat a été mené par l'UFB en vue de la reconversion de la tradition et des mentalités. Le temps était venu pour la femme de se manifester par la participation aux activités publiques comme les réunions, les séminaires ...* ».[79]

L'analphabétisme fut immédiatement jugé par l'UFB comme l'ennemi à combattre : « *L'éducation tout passe par elle, tout en découle* »[80]. L'instruction des femmes facilitera l'accès de la femme aux postes de prise de décisions au sein du Parti et du Gouvernement. L'UFB étant un cadre de concertation et d'expression pour les femmes, il était impérieux qu'elle assure une organisation

[78] Décision du Parti UPRONA N°025/88, 23/05/1988 portante promulgation des statuts provisoires de l'UFB, s.l ; s.d p. 2.
[79] Entretien avec NIBIZI Constance, 48 ans, Secrétaire de l'UFB, Bujumbura Mairie, Janvier, 2013
[80] Unesco, L'humanité toujours à construire .Le regard sur l'histoire actuelle, intellectuelle de l'Unesco 1945-2005, Paris, Bon champ -lès-Laval, 2006, p. 57.

solide et un encadrement politique adéquat en faveur des masses féminines en vue de leur totale intégration à la vie nationale. Dans cette optique, le Parti facilita la tenue des séminaires à l'intention des cadres dirigeants du mouvement ainsi que la tenue des congrès au niveau communal, provincial et national.

Grâce à l'action de sensibilisation continue, les femmes ont participé à toutes les activités du Parti et du Pays comme le dit Emilienne NDENZAKO : « *la preuve en est que certaines femmes ont été confiées les affaires politiques non négligeables du pays comme le Ministère de la Condition Féminine en1982, d'autres ont été élues membres des différents comités du Parti* ». [81]

L'UFB développe des relations d'amitié et de solidarité avec les femmes d'Afrique et du monde :

Depuis 1968, l'UFB participa à la Conférence des Femmes Africaines (C.F.A.), devenue plus tard l'O.P.F. (Organisation Panafricaine des Femmes).L'UFB comptait parmi les membres les plus actifs compte tenu de sa participation régulière à toutes les activités organisées dans ce cadre.

L'objectif principal de cette solidarité des femmes d'Afrique revenait à lutter pour l'indépendance totale du continent africain : « *Si nous insistons beaucoup sur l'Unité du Continent Africain, c'est que c'est l'unique moyen de favoriser (...) l'indépendance de la Namibie, que nous aiderons mieux l'A.N.C. à vaincre le régime raciste de Pretoria, cette politique d'apartheid caractérisée par la domination, l'exploitation de la minorité blanche à l'égard des peuples noirs* »[82]. L'UFB appartenait également à la Fédération Internationale des Femmes. Celle-ci unissait les femmes du monde entier sans distinction aucune en vue d'agir en commun pour la conquête et la défense de leurs droits et à instaurer une société nouvelle où la femme trouverait naturellement la place qui devait être la sienne.

---

[81] Entretien avec NDENZAKO Emilienne, 67 ans, Cultivatrice, Mwaro, le 06 novembre, 2012.

[82] République du Burundi. Rapport du Symposium tenu à Bujumbura à l'occasion de la célébration du 20ème anniversaire de l'OPF du 21 au 24 février 1983, Bujumbura, 1983, p .19

2°. Amélioration du Statut Juridique de la femme

Grâce à une intense sensibilisation des pouvoirs publics menée par l'UFB, le statut juridique de la femme s'est amélioré. Selon Constance : « *depuis 1980, des innovations à la femme ont été apportées au Code des Personnes et de la Famille : abolition de la polygamie, la dot non conditionnelle à la validité du mariage, la prohibition des mariages illégaux. La liberté de voyage de la femme sans que l'accord du mari soit exigé* ».[83]

On peut mentionner d'autres avancées significatives à propos de l'amélioration de la condition de la femme notamment : l'octroi des indemnités de logement pour les femmes salariées après une longue lutte de l'UFB et de l'UTB ; le droit de la femme à la garde des enfants (en cas de divorce) et la cogestion des biens familiaux ; et enfin le droit de la femme affiliée à la Mutuelle de la Fonction Publique de faire soigner ses enfants et son mari.

3°. Actions de l'UFB au développement économique

Pour assurer l'indépendance économique du pays, l'UFB mit en place un système éducatif pour mobiliser les militants du mouvement pour la production.

Des informations nécessaires sur les techniques culturales modernes susceptibles d'aider les femmes à accroître la production ont été diffusées : « *la diffusion des méthodes culturales ; la lutte contre la paresse ; explication des avantages du travail collectif*(...) ».[84]

Le Parti organisa des travaux communautaires dont l'objectif visait le développement du pays. Mais en réalité le but ultime concernait la mobilisation de la femme autour des idéaux du Parti UPRONA :

---

[83] Entretien avec Constance Secrétaire Générale de l'UFB, Bujumbura Mairie le 06 janvier 2013

[84] République du Burundi. Actes du 1er Congrès National du Parti UPRONA, Berger-Levraut, Bujumbura, 1980, p. 41.

« *Les travaux communautaires (de développement) sont un bon moyen pour apprendre au peuple à rester solidaire, bref à acquérir un sens social et communautaire plus aigu. Rien que ces travaux pour maintenir les masses en état de mobilisation.* » [85]

Les responsables de l'UFB diffusaient des messages du Parti et du mouvement après les travaux champêtres.

4°. La part de l'UFB dans le domaine socioculturel

Le rôle de la femme soit au niveau politique, soit au niveau économique ne pouvait avoir un réel aboutissement s'il n'était pas appuyé et complété par un ensemble de mesures socioculturelles qui valorisaient la part de la femme dans la société. L'UFB a donc pour mission de défendre et de propager les valeurs culturelles les plus authentiques.

En effet, la femme participa de façon progressive aux échanges culturels à travers des danses et des chansons notamment cette appropriation des éléments de la culture nationale favorisait le changement de mentalités.

Des groupes d'animation des jeunes filles encadrés par les femmes ont été créés partout dans le pays. Des comités de l'UFB devaient éveiller à la conscientisation des masses et les mobiliser pour la lutte contre les fléaux sociaux qui étaient l'obscurantisme, la misère, l'ignorance et la paresse. Des groupes culturels au niveau de l'UFB ont été favorisés et le festival organisé en 1978 qui apparait comme un témoignage de la place qu'occupait la femme dans la vie du pays.

La sensibilisation de la femme à l'amélioration de la santé était également menée. L'UFB continuait à mener des actions de propagation des enseignements sur le planning familial.

---

[85] République du Burundi. Rapport de la Vème Conférence Estudiantine de la JRR, 1977, Permanence du Parti, p. 18.

II.2. Le rôle de l'UTB dans la sensibilisation des objectifs du Parti UPRONA

L'UTB créée le 03 mars 1967 s'attela immédiatement à la tâche fondamentale de sa propre organisation. L'option retenue dès le départ fut d'intégrer les travailleurs profession par profession. Comme d'autres mouvements intégrés, l'UTB s'assignait comme mission principale : « *assurer la formation et l'éducation des travailleurs ;promouvoir la production et la productivité en vue de l'amélioration du bien-être général des travailleurs ;participer activement à la vie politique notamment la diffusion de l'idéologie de l'UPRONA parmi les travailleurs et œuvrer pour la promotion de l'économie nationale et la participation à sa gestion ;défendre les intérêts matériels, moraux et culturels de ses membres dans l'esprit de la Charte de l'UPRONA* ». [86]

L'UTB travaillait sous le contrôle politique du Parti UPRONA pour mieux poursuivre la mission de diffuser l'idéologie du Parti et d'assurer la formation syndicale et d'éduquer les travailleurs en vue de défendre leurs intérêts.

a. Contribution de l'UTB dans la mise en œuvre des idéaux du Parti UPRONA

Conformément à la mission définie, l'UTB participa activement à la vie politique du pays et en s'acquittant notamment des tâches habituelles des syndicats. Dès la mise sur pied d'une Centrale Syndicale Unique (UTB), les responsables issus des différentes formations syndicales ont tout de suite réalisé la nécessité de dispenser aux travailleurs du Burundi une formation syndicale pour leur permettre de connaître leurs droits et leurs devoirs.

b. Activités politiques de l'UTB

Après quatre ans d'existence, l'UTB a tenu son premier séminaire d'éducation ouvrière. Elle contribua dans la diffusion des idéaux du Parti UPRONA parmi les travailleurs et assura l'encadrement des membres dans la mise en œuvre des programmes d'activités. Cette action était menée par le biais de séminaire,

[86] UBUMWE, n°77 du 22février 1974 p. 4.

d'éducation ouvrière, de journées d'étude syndicale, de causeries et réunions syndicales.

Pour y arriver : « *elle participait activement dans l'encadrement des congrès communaux du Parti UPRONA et par ce fait renforçait le Parti. Une autre action non moins importante de l'UTB a été l'organisation de plusieurs séminaires d'éducation ouvrière, de formation syndicale, de conférences et journées d'étude syndicale pendant lesquelles les travailleurs s'exprimaient librement* ».[87]

L'organisation syndicale accordait une réelle importance à l'action de formation et d'information des travailleurs afin de les préparer à une implication active dans la vie politique nationale.

Selon le secrétaire général de l'UTB, Antoine NIJEMBAZI l'organisation syndicale était considérée comme un syndicat non seulement national mais également international : « *aux travailleurs Africains, ils diront que l'UTB est un syndicat des burundais et non africain alors que notre mouvement défend uniquement les intérêts des travailleurs noirs. L'unité qu'enseigne chaque jour le Grand Parti UPRONA ne doit pas rester nationale mais elle est appelée aussi à être africaine et internationale.* » [88]

L'UTB devait lutter pour les intérêts des travailleurs burundais et devait aussi opérer un encadrement idéologique par le compte du Parti UPRONA, auprès d'une catégorie déterminée de la masse travailleuse. Elle a contribué pendant les premiers temps sur l'explication des principes fondamentaux sur lesquels reposaient le Mouvement du premier novembre pour une adhésion massive des travailleurs aux idéaux de la deuxième république. Des réunions en assemblées à ce sujet ont été organisées aussi bien à Bujumbura que dans les autres provinces.

---

[87] BIGIRIMANA (J), Analyse politique du mouvement syndical au Burundi : Approche fonctionnaliste, Bujumbura, UB, FLSH, Département d'Histoire, mémoire 2006, p.57

[88] UBUMWE, n° 59, du 25mai 1973 p. 1.

L'UTB multiplia des relations très étroites avec les autres organisations syndicales des autres pays. Elle était affiliée à l'Union Syndicale Panafricaine (USPA) d'où elle a joué un rôle actif lors de la formation de l'Organisation Africaine de l'Unité des Syndicats Africains (OAUSA) et a entretenu des relations amicales avec plusieurs syndicats des pays amis. Selon A.NIJEMBAZI: « *grâce à nos relation fraternelles avec l'Union Nationale des Travailleurs du Zaïre (UNTZA), quelques militants de notre syndicat ont participé à plusieurs séminaires de formation (...) en vue d'abolir les séquelles du colonialisme et préparer les masses laborieuses à assumer les responsabilités que leur assigne la Révolution Populaire du 28 novembre 1966* ».[89]

Grâce aux bonnes relations engagées avec le Conseil Central des Syndicats Soviétiques, des militants de l'UTB ont effectué des stages de formation syndicale en URSS. Chaque année, UTB tenait un séminaire d'éducation ouvrière où prenaient part plusieurs dizaines de travailleurs.

c. L'UTB, moyen de défense des intérêts des travailleurs

Pour UTB, sa vocation était d'harmoniser le bien-être social et la défense des intérêts des travailleurs comme le souligne le secrétaire général de l'UTB : « *Nous invitons à tous les responsables de l'UTB à redoubler d'efforts pour l'éducation des travailleurs et la défense de la révolution qui garantit les intérêts des travailleurs* ».[90]

Les Syndicats attachent une première importance à l'éducation des travailleurs ; leur faire connaître la législation du travail et notamment leurs droits et leurs devoirs afin de mieux les armer pour défendre leurs intérêts ; leurs expliquer le fonctionnement des institutions et l'organisation du système économique prévalant. Dans le rapport du Comité Central à la Conférence Nationale de l'UTB de1979, on montre le rôle de la formation ouvrière : « *le but de l'éducation ouvrière est de rendre les travailleurs conscients, d'abord de leurs droits, ensuite de leurs*

[89] UBUMWE, n° 77du 22 Février 1974 p. 4.
[90] Unité et Révolution, n° 81 du 15 Janvier 1971, p. 2.

responsabilités dans l'Etat et dans la société qui est la leur. Dès que les travailleurs organisés dans un syndicat sont bien informés ».[91]

La formation centrale burundaise suivait toujours de près l'évolution salariale des travailleurs dans le but de protéger les intérêts des travailleurs. La mobilisation des travailleurs consistait à cultiver l'amour du travail, à veiller à l'augmentation de la productivité et du revenu national pour bien tirer parti des ressources nationales disponibles. L'UTB a participé comme membre à part entière au Conseil National du Travail, tripartite où les représentants du Gouvernement, des Employeurs et des Travailleurs préparaient ensemble les projets de la loi en matière de la législation du travail. Le Conseil National du Travail a abouti aux résultats suivants : « *Le congé de repos est passé de 12 à 20 jours minimum dans tous les secteurs ; le préavis qui était de 15 jours a été porté à un mois au minimum, le maximum étant de trois mois ; l'instauration de l'indemnité de licenciement à partir de 3 ans d'ancienneté chez le même employeur (...)* ».[92]

II.3. Moyens de communication des mouvements intégrés

La mobilisation selon M. WEINER et J. LAPOLAMBALA : « *est une participation contrôlée et dirigée* ».[93]

Sous le régime du parti unique, toute la population avait comme mot d'ordre de soutenir le régime en place et d'observer les consignes du Parti. Il existe deux moyens de mobilisation à savoir : les moyens permanents qui sont : la radio et la presse écrite ; les moyens occasionnels qui sont : les meetings politiques, les réunions du Parti, les conférences, les manifestations.

---

[91] République du Burundi. Rapport du comité central à la Conférence Nationale de l'UTB tenue à Bujumbura du 14au 16 septembre1979, Bujumbura, 1979, p. 19.

[92] République du Burundi. UTB, Séminaire pour les dirigeants Syndicaux, Bujumbura, 2-4 Juillet 1970 p. 5.

[93] WEINER (M) et (J) LAPOLAMBALA, Political Parties and Political development, Princeton, University Press, 1966, cité par SCHWARTZENBERG R-G, op.cit, p. 130

a. La radio

Elle est un moyen efficace de la mobilisation de la population où la majorité de la population est encore analphabète. Le Ministère de l'Information avait mis sur pied « le Conseil Supérieur des Programmes » qui était composé : du représentant du Parti, du Représentant de la JRR et du Représentant de l'UTB. Il y avait des émissions qui passaient sur la Voix de la Révolution :

« *Jeudi à 17h 00 magazine de l'UTB*

Voix de la JRR lundi à 18 h 00 et jeudi 18h00

Vendredi 18H00 magazine de l'UFB ».[94]

La radio ne tarda pas à devenir un moyen d'éducation politique des masses. Lorsqu'on parle des différents pouvoirs, certains croient que ce sont les pouvoirs : législatif, judiciaire et l'exécutif. Il y en a ceux qui ignorent que la presse constitue, «*le quatrième pouvoir*».[95]

Selon CHATEAUBRIANT : « *la presse ....c'est la parole à l'état de foudre, c'est l'électricité sociale, plus vous prétendez la comprimer, plus l'explosion sera violente. Il faut donc vous résoudre à vivre avec elle* ».[96]

Dans le pays, on constate que la presse joue un rôle non négligeable dans la réalisation de tout objectif politique, social, économique et culturel. Elle peut construire tout comme elle peut détruire. Elle est une force que rien au monde ne peut arrêter quand elle se déclenche.

b. La presse écrite

Depuis sa création, sa mission consistait à informer, à éduquer et à divertir les populations burundaises.

---

[94] NTIYANOGEYE (A), Répertoire de la presse d'information des origines à nos jours, Bujumbura, Intore, 1994, p. 17.

[95] NIMUBONA (J), Cours de Théories et Systèmes politiques ,1ere Licence, Année Académique 2010-2011

[96] CHATEAUBRIANT, La presse in NTIYANOGEYE (A), op.cit, p. 1.

Au départ, elle diffusait les doléances et réclamations non seulement de la masse et de l'élite intellectuelle indigène, mais aussi les décisions de l'Administration Tutélaire et exprimaient leurs points de vue. Le Coup d'Etat de Michel MICOMBERO du 28 Novembre 1966 entraina beaucoup de distorsion en matière de presse. Très peu de journaux de l'ancien régime survécurent sauf NDONGOZI, les autres ont été remplacés :

« *Dans la foulée des changements, Infor –Burundi fut remplacé par le journal Unité et Révolution.* ».[97]

Le journal Unité et Révolution ne pouvait accomplir entièrement sa mission du fait même que les masses populaires ne comprenaient pas bien le français. C'était plutôt un journal qui s'adressait à l'élite burundaise.

Après l'instauration des mouvements intégrés, la mise en place de moyens d'informations était une chose importante et urgente. Chaque mouvement intégré avait son organe d'expression comme « KAMARAMAZINDA KA UFB » était un journal qui était à la fois en Kirundi et en Français. Ce journal n'a paru que deux fois avant de disparaître. Cela est dû au fait que les burundais étaient habitués à l'expression orale. L'autre journal de l'UFB a paru après la proclamation de la troisième République sous le nom « En marche ».

Les autres mouvements intégrés comme la JRR, l'organe d'expression était le journal « En Avant ».L'année 1971 a été proclamée par le chef de la Révolution Burundaise Michel MICOMBERO : « *année de formation idéologique pour le développement économique et social de notre peuple* »[98]. Le journal « En Avant » informait la jeunesse de ce qui se passe dans le pays en particulier et à l'étranger en général.

[97] NTIYANOGEYE (A), op. cit, p. 9.
[98] En Avant, n° 1,1991, p .3

L'UTB ne tarda pas de mettre en place son journal appelé « Le Guide » dont le rôle consistait à renseigner les travailleurs sur les activités de leur organisation, et à faire entendre la voix des travailleurs sur toutes les questions en rapport avec le monde du travail ainsi que celles intéressant la vie nationale.

Ce journal paraissait régulièrement pendant 4 ans jusqu'à ce qu'il soit frappé d'une mesure d'interdiction en 1975 pour la simple raison que ses articles gênaient certains hommes au pouvoir à l'époque. Il n'a repris ses activités que sous la deuxième République et devint une courroie entre l'administration et les travailleurs, il était aussi au service du Parti. Il était édité en français et en kirundi. Bon nombre de ces journaux des mouvements intégrés restaient invendus ce qui a entrainé la fermeture des maisons d'édition. Les émissions radiodiffusées étaient des moyens d'information très efficace car elles touchaient un plus grand nombre rapidement avec peu de frais.

II.4. Les principaux obstacles rencontrés par les mouvements intégrés

Pour la JRR, elle a été impliqué dans les différentes crises qui se sont succédées au Burundi notamment la crise de 1972comme le souligne J.P CHRETIEN : « *(...) du grand massacre des intellectuels hutu en 1972 par l'armée parfois guidées par des jeunes de la JRR* ».[99]

Ce qui provoqua la mauvaise image de la JRR envers la population. Quant à D. MAYERA nie cet argument : « *les militants de la JRR ont joué un rôle de sauvetage ; ils n'ont pas tué car ils n'avaient pas de fusil, ils ont enterré les morts* ».[100]

La plupart se référait sur un appel lancé par le pouvoir : « *Militants du Parti UPRONA et des Mouvements Intégrés, les ennemis de notre liberté tant à l'intérieur du pays qu'à extérieur, ont fomenté des troubles dans le pays (...) .Militants doublez de vigilance, le peuple vous appelle à arrêter les traitres à sa cause. Vous êtes les soldats de la*

[99] CHRETIEN (JP), Le défi de l'ethnisme : Rwanda et Burundi 1990-1996, Paris, Karthala, 1997, p.158
[100] Entretien avec MAYERA Daniel ,57 ans, Enseignant, Bujumbura Rural, le 20janvier 2013

liberté, de la République, de la démocratie et du progrès, soutenez les forces armées pour démasquer les ennemis partout où il se trouve (...). Le peuple et le Parti comptent sur les militants vaillants, combattants de la liberté et de la paix pour le progrès national». [101]

Mais la Commission Estudiantine attribuait cet acte horrible à l'impérialisme et proposa une solution : « *constatant le rôle moteur joué par les groupes étrangers dans la naissance et la consolidation de nos divisions, conscients qu'il n'existe plus d'armes plus efficaces pour les décourager, la troisième Conférence Nationale lance un appel à tous les jeunes intellectuels Barundi un vibrant appel à l'Unité Nationale* ».[102]

L'autre obstacle était la détérioration des relations qui existaient entre le régime de Michel MICOMBERO et la JRR comme le dit H.P CART : « *lors de leur conférence nationale annuelle de 1973 les mêmes jeunes n'ont pas hésité à dénoncer les exactions commises par le régime sur les populations civiles. Ils protestèrent contre les malversations économiques et les exclusions dont était responsable le gouvernement MICOMBERO* ».[103]

Ce sont ces mêmes jeunes qui avaient salué l'avènement de la République : « *Au soir du 28novembre 1966, nous avons tous salué avec la joie et l'allégresse l'avènement d'un régime républicain révolutionnaire* ».[104]

Toutefois on peut affirmer que les premières années de la première république (1967-1971) ont connu une intense activité de la JRR car les autorités du parti et de l'Etat essayaient encore d'appliquer le programme annoncé le 28 novembre 1966. Pendant cette période beaucoup d'actions ont été menées avec succès au soutien des autorités du Parti. Depuis 1973 l'instabilité politique toucha la JRR et le mouvement de jeunesse n'a repris ses activités que sous la Deuxième

[101] Flash-Infor, n°447 du 03Mai 1972, p. 2.
[102] JRR. Rapport de la 3ème Conférence Nationale de la Commission Estudiantine de la JRR, Bujumbura, du 08 au 11 Août 1972, p. 45.
[103] CART P.H, Etudiants et Construction nationale au Burundi (1962-1969), Bruxelles, CEDAF, 1973. p. 16.
[104] Flash-Infor, n° 730 du 30 Mars 1973, p. 5.

République. Enfin, le manque de moyens financiers suffisants était un handicap qui favorisait la dépendance du mouvement au parti.

Pour l'UTB dès le lendemain de sa création beaucoup d'actions ont été menées avec succès, grâce aux autorités du parti. Toute la période alla de 1971 au 1er novembre 1976 les activités de l'UTB se sont principalement limitées à la lutte pour la survie du Mouvement.

L'UTB depuis 1973 et surtout après le Séminaire d'avril 1974 tenu à ZEGE les séminaristes ont critiqué les pratiques du pouvoir ce qui a entrainé la paralysie presque totale des activités de l'UTB. Tous les points à ordres du jour, des réunions à la base comme au Comité Central, les émissions à la radio, les articles du « Guide », les correspondances devaient d'abord être censurés par le Secrétaire National Exécutif. Le but était de paralyser les activités de l'UTB, les documents envoyés pour la censure ne reviennent jamais à temps ou ne reviennent pas tout court.

L'autre problème est que l'UTB n'a jamais enregistré des adhésions massives, ce qui entrainait l'insuffisance des fonds. Cela favorisait la dépendance de l'UTB à l'égard du Parti. L'organisation syndicale manquait d'indépendance de décision car les dirigeants de l'UTB ont été nommés par le Parti comme le précise Côme NDAYIRAGIJE : « *quant aux dirigeants de l'UTB, au lieu d'être élus par les syndiqués eux-mêmes comme prévu par le Code du Travail promulgué en 1966, ils ont été nommés par décision du Président du Parti.* »[105]

La liberté d'action syndicale était réduite et la mission de défense des intérêts professionnels des travailleurs ne pouvait plus être accomplie.

Enfin, rappelons aussi que l'UFB a connu des problèmes tant internes qu'externes. Les réalisations de l'UFB durant la première décennie de son existence ont été minimes car le mouvement était au stade embryonnaire.

[105] NDAYIRAGIJE(C), op .cit, p. 15.

Si quelques unes ont compris le rôle de l'UFB, nombreuses femmes n'ont pas adhéré dans le mouvement des femmes. Les unes s'absentaient dans les réunions pour ne pas abandonner les enfants et les travaux des champs ; pour les autres femmes, la mentalité traditionnelle s'avérait un handicap non négligeable.

Ainsi il a fallu beaucoup de temps à la femme pour changer la mentalité : « *l'impact de la tradition est encore vif chez nos citoyennes (...) mais les obstacles sont là, malgré la volonté des dirigeants de l'associer à la reconstruction nationale, malgré l'éveil constant de son intérêt, personne ne s'est décidée à partager avec elles leurs responsabilités familiales* ».[106]

Beaucoup de coutumes tendent à infériorisier la femme comme le dit Rosalie NDIKUMANA : « *certaines coutumes ont infériorisé la femme et l'ont privées d'un certains nombre de droits : la femme a été toujours inférieure à l'homme. On ne pouvait pas même participer dans les séminaires organisés par l'UFB, on considérait que, la maison est pour la femme de bien et une femme de rue n'est rien* ».[107]

Il y a certaines familles qui voyaient que l'instruction était destinée aux garçons seulement ce qui engendra des conséquences de ne pas avoir des élites féminines. Les responsables de l'UFB et du Parti ont préféré utiliser les femmes pour chanter et danser en l'honneur des autorités politiques au lieu de chercher leur émancipation sociale.

La charte du Parti UPRONA signée le 09 Juin 1967 stipulait en son article 4 que : « *l'UPRONA est le Parti patron de toutes les institutions gouvernementales, judiciaires et militaires de la République du Burundi. Qu'il inspire et dirige tous les mouvements qui sont sa propre émanation* ». Comme constant, les Mouvements Intégrés étaient soumis au Parti UPRONA. La défense des intérêts des mouvements intégrés était limitée.

[106] S.a, Kamaramazinda ka UFB, Ubwenge burarahurwa, Bujumbura, décembre, 1980, p 7
[107] Entretien avec NDIKUMANA Rosalie, 64 ans, Cultivatrice, Bujumbura Rural, le 22 janvier 2013.

De plus le rapport entre les mouvements intégrés et le parti était un rapport de subordination tant au niveau d'organisation qu'au niveau des activités exécutées.

CHAPITRE III : LES MOUVEMENTS INTEGRES FACE AUX ELECTIONS PRESIDENTIELLES DE JUIN 1993

Après avoir présenté l'historique des mouvements intégrés dans le premier chapitre, nous venons de voir dans le second chapitre, le rôle joué par les jeunes, les femmes et les travailleurs dans la réalisation des objectifs du Parti UPRONA.

Dans ce troisième chapitre essayons de dégager la place occupée par les mouvements intégrés lors des élections présidentielles de juin 1993 qui ont marqué une étape importante dans l'histoire du Burundi.
Avant d'étudier le processus de la démocratisation du Burundi, il est utile de rappeler le concept de l'unité nationale qui revêt une importance dans la vie politique du nouveau multipartisme des années 90.

III.1. Le référendum sur la charte de l'unité nationale.

Depuis sa création le parti URONA mettait en avant, l'unité nationale. Les dirigeants du pays voulaient effacer les divisions ethniques nées du colonialisme belge.

En octobre 1988, après les évènements de Ntega-Marangara, le Président de la République a ouvert des débats organisés au niveau national et à l'extérieur du pays centré sur la consolidation de l'unité nationale.

L'objectif principal consistait à amener les Barundi à imaginer les voies de sorties du conflit ethnique. Pour dépasser la question ethnique, la troisième République a formé un gouvernement à parité ethnique avec un premier Ministre hutu. Ce geste a été bien accueilli dans différents milieux hutu, qui saluaient le début d'un changement réel sur l'échiquier politique burundais.

Par le décret –loi n°100/162 du 04 octobre 1988, une Commission nationale chargée d'étudier la question de l'unité nationale a été mise en place. Elle était

composée de 12 hutu et 12 tutsi tenants compte des diversités ethniques, régionales et religieuses. Le Parti et les mouvements intégrés étaient obligés d'expliquer le fondement de l'unité nationale : « *les plus hautes instances du pays invitaient le Parti et les Mouvements Intégrés à entamer un large débat sur la question de l'unité nationale* ».[108]

Les débats organisés par la Commission nationale chargée d'étudier la question de l'unité nationale ont abouti à la rédaction de la Charte de l'Unité Nationale adoptée par le peuple burundais le 05 février 1991à 89,21%.

Tableau 1 : Résultats de l'adoption de l'unité nationale

Provinces	Nombre d'inscrits au vote	Nombre de participants au vote	Nombre de bulletins positifs	Nombre de bulletins négatifs	Nombre de bulletins nuls	% des suffrages positifs exprimés par rapport au nombre votant	% des suffrages négatifs exprimés par rapport au nombre votant
Bubanza	88 968	76 431	59 985	16 432	14	78,48	21,50
Bujumbura Rural	131 311	118 400	81 525	36 834	41	69	31
Bururi	146 081	142 122	132 265	9 813	44	93,06	6,90
Cankuzo	55 235	54 325	53 415	910	0	98,32	1,68
Cibitoke	100 880	93 506	59 426	25 598	71	71,59	27
Gitega	233 282	225 641	219 239	6 279	123	97,16	2 ,78
Karuzi	126 174	122 472	119 333	2 762	301	97,48	2,25
Kayanza	190 756	187 683	177 684	9 585	135	94,67	5,10
Kirundo	177 470	171 817	127 562	43 609	184	74,24	25, 38
Makamba	91 264	89 288	84 516	4 549	23	94,6	5,3
Mairie de Bujumbura	87 046	76 476	66 493	7 804	0	87,21	9,56
Muramvya	98 012	78 430	16 928	6 198	79	96,4	3,5
Muyinga	160 353	153 901	141 276	12 605	19	91,79	8,19
Ngozi	216 247	213 232	188 765	24 410	162	88,3	11,6
Rutana	85 243	82 840	80 789	2 011	20	97,52	2,42
Ruyigi	104 443	97 064	97 064	3 904	52	95,90	3,85

Source : NDAGIJIMANA (S), Essai d'étude sur les partis politiques de l'opposition au Burundi 1993 – 1995, Bujumbura, UB, FLSH, Histoire, Mémoire, 1996, p. 167

[108] République du Burundi. Rapport de la Commission Nationale chargée d'étudier la question de l'unité nationale, Bujumbura, 1989, p. 13.

A travers ce tableau, on voit que toutes les provinces ont voté massivement la charte de l'unité nationale .C'était un moyen utilisé pour engager les différentes composantes ethniques à promouvoir une vie sociale fondée sur la tolérance ethnique.

En général, le résultat de ce référendum était positif ce qui pouvait signifier que tous burundais étaient capables de cohabiter et le peuple burundais s'engageait à: « *se prononcer en faveur de la paix ;refuser la division au Burundi ;refuser toute sorte de discrimination à cause de son appartenance ethnique, régionale ;opter pour une démocratie réelle caractérisée par le dialogue et la concertation pour le respect mutuel par la tolérance ,par la recherche de l'intérêt général et par la valorisation du mérite* ».[109]

III.2. Du multipartisme au monopartisme (1961-1966)

A sa fondation, le Parti UPRONA a évolué dans un contexte politique marqué par plusieurs partis. Les élections du 18 Septembre 1961 avaient consacré un Parti vainqueur dans une multitude d'autres partis qui avaient été créés pour le combattre sur le terrain de la souveraineté nationale. L'assassinat du Prince Louis RWAGASORE fut suivi par l'exécution des principaux animateurs du PDC réduisit à néant ce Parti.

De 1961-1965, le Parti UPRONA évolua pratiquement comme un parti unique : « *le Parti UPRONA est de fait un Parti Unique, fait qui, réglementairement, devient légal le 23 novembre 1966 quand le roi NTARE V, signe l'arrêté-loi n°001/34* ».[110]

Le souci était de réunir toutes les conditions favorables à la sauvegarde et à la consolidation de l'unité nationale et la mobilisation de la population au sein d'une même organisation politique en vue de mieux l'encadrer pour son auto-développement.

---

[109] GAHUNGU (V), op. cit, p. 56.
[110] Unité et Révolution, n°1du 23Juin 1967 p. 1.

Le Parti unique et de masse était présenté comme un facteur d'intégration nationale, comme le creuset de l'unité nationale. Mais en réalité c'était une stratégie qui permettait à l'exécutif d'être renforcé et de réagir sans avoir aucune opposition politique. L'on est alors en présence d'un pouvoir sans contre pouvoir, ce qui réduit les performances et la qualité du régime.

III.3. Du monopartisme au multipartisme (1966-1993)

Le parti unique, au lieu d'ouvrir un débat sur une vision commune de l'avenir de la société, il nie le dialogue. Cela aura un impact sur la naissance des organisations politiques à caractère ethnique.

Autour des années 90, le modèle du multipartisme a été répandu, dans la plupart des pays africains tels : Madagascar, Togo, Côte d'Ivoire etc., qui renoncèrent au monopartisme et adoptèrent le multipartisme.

Au Burundi, le multipartisme y fut introduit en mars 1992 comme le souligne L.NZOJIBWAMI : « *L'arrêté-loi n°001/34 du 23novembre 1966 portant l'UPRONA comme un parti unique national fut abrogé au profit du décret-loi n°1/010 du 15 avril 1992 sur les partis politiques* ».[111]

Les raisons de la naissance du multipartisme au Burundi sont autant internes qu'externes.

a. Des raisons externes

La fin du XX^{ème} siècle, les pays en voie de développement avaient des problèmes aussi bien économiques que politiques. La fin de la guerre froide en Europe a entrainé des conséquences sur le système socio-économique des pays en voie de développement. Les militants de la démocratie ont commencé à perdre la confiance des pays à parti unique qualifiés comme des pays dictatoriaux.

[111] NZOJIBWAMI, (L), Comportements politiques des habitants de la commune Mugamba face aux changements politiques intervenus au Burundi février 1991-juillet 1996 : Essai d'analyse, Bujumbura, UB, FLSH, Département d'Histoire, mémoire, 2002, p. 20.

En 1990, l'empire soviétique s'effondra et sera éclaté en plusieurs Etats indépendants ; ce qui entraîna une faiblesse tant au niveau politique qu'économique. Le bloc capitaliste va occuper le terrain en favorisant l'idée de démocratie dans le monde entier.

La Conférence de la Baule convoquée par le Président français François MITTERAND du 17 au 18 juin 1990 provoqua un séisme politique en Afrique. Il invita les dirigeants africains francophones à entreprendre des réformes urgentes en vue de la démocratisation du continent. Le gouvernement britannique était sur la même longueur d'ondes si on se réfère aux déclarations du Ministre des affaires étrangères Douglas HURD : « *l'aide n'ira qu'au pays aspirant au multipartisme, à la responsabilité du Gouvernement, au respect d'un Etat de droit et aux principes d'une économie de marché* ».[112]

Des conférences nationales furent organisées, des sociétés civiles naquirent mais « *(...) il s'agissait d'une ouverture surveillée et contrôlée* ».[113]

Le Burundi ne fut pas épargné dans ce contexte et les autorités politiques de l'époque, de peur d'être à la marge des autres pays africains, ont préféré agir bien avant cette perspective en préparant l'opinion. De la sorte, à la suite des pressions occidentales sur les pays africains en général et sur le Burundi en particulier, le multipartisme est devenu une solution imposée. Pour mieux croître les moyens nécessaires B.BADIE indique que : « *le Prince tente de faire adapter aux données nouvelles, c'est-à-dire à un idéal de modernité dont il espère qu'il lui apportera en même temps un surcroît de ressources matérielles et un surcroît de légitimité* ».[114]

La plupart des Etats du Tiers Monde pensaient qu'il y aura une amélioration économique. A ce propos Bernard CHANTEBOUT dit : « *ces Etats accablés sous*

[112] WESMAN (J.A), Démocratisation, réforme démocratie et conditionnalité en Afrique Subsaharienne : Contradiction et émergences cité par MBAZUMUTIMA ,(J.A), op.cit, p. 8.
[113] MANIRAKIZA (M), Quand le passé ne passe pas (BUYOYA-NDADAYE) 1987-1993, Bruxelles, La Longue Vue, 1997, p 34.
[114] BADIE (B), L'Etat importé .L'occidentalisation de l'ordre politique, Fayard, France, 2008, p. 128.

les dettes et dépendant du marché international pour l'écoulement de leurs productions, sont pour la plupart trop fragiles pour résister durablement aux incitations qui leur viennent des pays du Nord (...), la victoire de la démocratie est le résultat de l'attrait exercé sur la façade de prospérité économique qu'affiche l'occident et qui contraste puissamment avec leur propre stagnation ».[115]

b. Des raisons internes

L'avènement du multipartisme a été accueilli avec enthousiasme dans la Commune Mugamba, Emmanuel NIZIGIYIMANA, Ex-Secrétaire Communal de la JRR dans la commune Mugamba a salué l'arrivée du multipartisme : « *le Parti Unique ne permettait pas la liberté d'expression, il y a aussi certains membres de l'UPRONA qui n'ont pas suivi l'idéologie du Parti ».*[116]

Les crises internes ont touché successivement le Burundi alors que ce Parti Unique devait assurer l'unité du peuple. Les massacres de 1965, 1972, 1988 et 1991 ont démontré la faiblesse du Parti UPRONA ce qui lui fit perdre sa crédibilité auprès de ses fidèles. Les différentes difficultés rencontrées par le parti qui était au pouvoir ont généré la naissance des organisations politiques clandestines (PALIPPEHUTU en 1980 et FRODEBU en 1986).

Pendant que l'on discutait du projet de constitution, les rebelles du PALIPPEHUTU ont mené des attaques contre la mairie de Bujumbura, au Bujumbura Rural et des certaines Zones de Cibitoke. Ils voulaient faire accepter le pouvoir par la force, le nouveau système pluraliste imposé par les Occidentaux.

En 1992, le peuple burundais approuva massivement par voie référendaire le projet de la Constitution en mars 1992. Cette Constitution reconnaissait le

[115] CHANTEBOUT (B), Droit Constitutionnel et la science Politique, Paris, Armand Colin, 1991, p. 346.
[116] Entretien avec NIZIGIYIMANA Emmanuel, 51ans, Ancien Secrétaire Général de la JRR en Commune Mugamba, Bujumbura Mairie, le 12 février 2013.

multipartisme qui, ce dernier avait été aboli le 23 novembre1966 par le roi NTAREV, avant sa destitution le 28 novembre 1966.

III.4. Attitude des mouvements intégrés face au multipartisme

La démocratie pluraliste était devenue effective au Burundi. Pour les nouveaux partis, l'urgence était de mettre en place des structures qui leur permettront d'opérer efficacement sur terrain et de recruter des membres. Pour l'UPRONA qui avait déjà des structures solides, de l'expérience dans l'organisation et la gestion des affaires, l'essentiel était de porter loin le message de l'unité nationale et de promouvoir des activités d'autopromotion pour assurer la continuité de son action. Les mouvements intégrés n'avaient d'autres choix que de s'adapter au nouveau système démocratique pluraliste.

a. Le mouvement de la JRR face au multipartisme

Les autorités du pays devaient prendre des mesures adéquates en vue de changer la culture du monopartisme qui était présente dans l'esprit de la population. Les autorités politiques et administratives du pays se sont lancées sur terrain, dans les différents services publics, pour collecter les avis de la population sur le multipartisme.

Le gouvernement avait refusé aux élèves et étudiants de participer dans les élections. L'art 45 de la loi sur les partis politiques stipule que : « *Il est interdit aux partis politiques de mener leur propagande sur les lieux de travail, de l'administration publique, des secteurs parapublics et privés, ainsi que dans les établissements privés et publics d'enseignements supérieurs* ».[117]

La jeunesse constitue une force vive de la nation sans oublier son effectif. La JRR était un mouvement intégré au parti UPRONA, les autres partis comme FRODEBU a mis en place un mouvement des jeunes concurrents appelés

[117] République du Burundi, Commission constitutionnelle. Rapport sur la démocratisation des institutions et de la vie politique au Burundi, Bujumbura, 1991, p. 59.

« GEDEBU ». C'est pour cette raison que le Gouvernement a interdit aux partis politiques de mener de la propagande dans les établissements scolaires pour éviter le désordre.

Ainsi, face à cette question du multipartisme les idées étaient différentes entre la jeunesse. Certains étudiants et les élèves étaient pour le multipartisme et d'autres soutenaient le monopartisme.

Selon Nicolas NSABUMUREMYI : « *le multipartisme favorise la compétition, chaque parti politique doit présenter son programme qui satisfait les intérêts de la nation, il favorise le droit d'expression* ». [118]

Quant à Désiré KARAKURA : « *le multipartisme est toujours suivi de la guerre ici chez nous, vous avez entendu ce qui s'est passé après les élections de 1961, vous avez vu la catastrophe de 1993, il fallait laisser le parti qui était au pouvoir continuer son engagement* ». [119]

1°. L'origine du mouvement de la « Génération Démocratique du Burundi »

Après la création de la JRR, il y a certains noms qu'on attribuait aux membres de la JRR comme le dit J.P CHRETIEN : « *les militants de la JRR étaient appelés « INSERUKA RUKAMVYE (les fonceurs redoutables) ou INDARANGAVYE, ceux qui veillent débout* ».[120] Les militants de la JRR étaient appelés INDARANGAVYE parce qu'ils étaient chargés de la sécurité comme le dit Damien KANJORI : « *quelqu'un qui commettait une faute c'étaient les JRR qui devaient intervenir et ils réglaient les litiges. Les jeunes sont utilisés soit pour bâtir soit pour détruire* ».[121]

[118] Entretien avec NSABUMUREMYI Nicolas, 44 ans Chauffeur, Bujumbura Mairie, le 02 janvier 2013.
[119] KARAKURA Désiré,44 ans, Chômeur, Bujumbura Mairie ,le 12janvier 2013
[120] CHRETIEN (JP), Burundi: Au bord des génocides, Paris, Karthala, 2007, p. 25.
[121] Entretien avec KANJORI Damien, 41ans, Commerçant, Bujumbura Mairie, le 22 Décembre 2012.

Les dirigeants du FRODEBU connaissaient le rôle et la place de la JRR dans le pays, ils étaient obligés de mettre en place un mouvement de jeunesse intégré au Parti FRODEBU. Parmi les dirigeants du FRODEBU, il y avait des anciens chefs du Parti UPRONA qui connaissaient toutes les stratégies de ce dernier.

La GEDEBU était au service du FRODEBU comme le souligne V.GAHUNGU : « *La GEDEBU était considérée comme la pépinière politique de la Démocratie d'une part, et du FRODEBU d'autre part. A côté de cette mission, elle devait assurer à l'instar de la JRR d'antan, la sécurité des institutions et du parti auquel elle était affiliée. La GEDEBU était une réplique de la JRR.* »[122]. Elle n'a pas été agréée, elle était considérée comme une milice de propagande du FRODEBU.

b. Les Femmes Burundaises face au multipartisme

Pendant que les leaders des partis faisaient leurs meetings politiques et organisaient le recrutement de nouveaux membres, il était intéressant de jeter un coup d'œil du côté de la femme. Les dirigeants du FRODEBU n'ont pas oublié le rôle de la femme dans les élections législatives de 1961.

Les partis naissants donnaient l'espoir quant à l'intégration de la femme dans leurs activités. Selon Pélagie NDEREYIMANA : « *notre effectif a beaucoup intéressé les Partis naissants, mais la plupart des femmes devaient adhérer dans les partis soutenus par leurs maris pour éviter le conflit politique qui pouvait naître dans la famille* ».[123] Il y a certaines raisons qui ont poussé les femmes à penser le multipartisme.

Les abus commis par les Administrateurs Communaux, les Secrétaires Permanents Communaux du Parti UPRONA et quelques fois des membres des Comités du Mouvement dans la gestion des fonds de l'UFB ont affaibli l'exercice de ses activités.

[122] GAHUNGU (V), op. cit, p. 76.
[123] Entretien avec NDEREYIMANA Pélagie, 75 ans, Cultivatrice, Mwaro, le 07Décembre 2012.

En 1982, le Ministère de l'Intérieur prit la décision de fusionner les Comptes de l'UFB avec ceux de l'UPRONA. L'UFB se trouvait dès lors devant l'anéantissement de ses efforts de mobilisation (la perte de crédibilité). Elle opta pour une nouvelle stratégie : l'encouragement des associations indépendantes qui se créaient à l'initiative des femmes qui vivaient les mêmes conditions et qui ont les mêmes ambitions : « *A cette époque, les femmes qu'elles soient du milieu urbain ou rural étaient conscientes que c'est en se groupant en associations qu'elles vont augmenter leurs revenus* ».[124]

Le Ministère de la Promotion Féminine et de la Protection Sociale a favorisé la création de différentes Associations Féminines. Tous ces abus dans la gestion des fonds ont occasionné le départ des femmes vers les associations indépendantes. Libérate GAKIMA accepte que : « *la création des associations indépendantes ont favorisé le départ des femmes vers les Partis naissants au détriment de l'UFB*»[125]. Le Parti UPRONA avaient des ennemis tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du Parti. La plupart des femmes qui ont quitté l'UFB étaient des femmes instruites qui voulaient le changement à cause de l'idéologie des partis concurrents mais aussi les femmes non instruites étaient forcées par leurs maris, ce qui affaiblit l'UFB au profit des associations à caractère politiques notamment AFEDED affiliée au Parti FRODEBU.

c. L'UTB et . la démocratie pluraliste

Depuis sa création, l'UTB était un syndicat unique soumis au Parti UPRONA par des liens de subordinations. Les décisions précédées les suggestions pour éviter les opposants du pouvoir, selon GONIDEC : « *les dirigeants tolèrent mal les organisations syndicales hostiles à leur politique ou même simplement critiques. Partout où*

[124] En Marche, n° 2, 1992, p. 19.
[125] GAKIMA Libérate, MWARO, 55 ans, Cultivatrice, le 08 décembre 2012.

règne le Parti Unique apparaît une tendance à imposer aux syndicats l'idéologie du Parti.»[126]. Tout cela causa la frustration des travailleurs.

L'UTB était à la fois une organisation syndicale qui luttait pour la défense des intérêts des travailleurs et un mouvement syndical affilié au Parti UPRONA chargé d'inculquer l'idéologie du Parti aux travailleurs : « *le syndicat étant un mouvement du Parti, qui devait dans la discipline suivre les recommandations du Parti* ».[127]

L'UTB a manqué l'indépendance administrative et financière ce qui a été l'origine de sa fragilité dans l'exécution de ses projets.

Après la tenue du Congrès du 29 au 30 décembre 1991 donna naissance à la Confédération des Syndicats Libres du Burundi. Dix-neuf syndicats affiliés furent créés dans toutes les branches professionnelles.

L' idée de relayer l'UTB dans le système tripartite a motivé les salariés pour éviter la dépendance syndical afin de faire face à l' Etat en tant que créateur de loi et employeur et ainsi mener à bien des revendications comme un groupe de pression au vrai sens du terme.

L'UTB n'a pas pu participer aux élections présidentielles de juin 1993 « *la CSB ne fut enregistrée qu'en mars 1993 après l'enregistrement d'une dizaine de syndicats conformément à la loi n°1/06 du 13 mars 1992 portant Constitution de la République du Burundi après environ deux années d'existence.* » [128]

Sauf l'UTB qui avait été remplacée par la CSB, les militants de l'UFB et de la JRR qui sont restés fidèles combattaient à côté de leur Parti UPRONA : « *(...) Tous les militants de la Capitale mettent les uniformes du Parti, de la JRR et de*

[126] GONIDEC, op. cit, p. 379.
[127] UBUMWE, n° 77 du 22 février 1974, p. 3.
[128] BIGIRIMANA(J), op.cit, p.61

l'UFB arborent les drapeaux du pays, de l'Unité et du Parti pour accompagner leur candidat dans tous ses déplacements ».[129]

Ce militantisme des mouvements intégrés n'a pas empêché le fiasco du Parti UPRONA.

III.5. La création des Partis Politiques

Selon Hans KELSEN : « *la démocratie moderne repose entièrement sur les partis politiques (...). C'est en effet illusion ou hypocrisie de soutenir que la démocratie est possible sans partis politiques. La démocratie est donc nécessairement et inévitablement un Etat de partis* ».[130]

L'ère démocratique du Burundi a été caractérisée par la naissance des partis politiques. Conformément à l'approbation de la Constitution mettant en place la démocratie pluraliste, les partis politiques sont formés pour éviter toutes les activités clandestines. La loi sur les partis politiques a été promulguée : décret-loi n°1/10 du 15 avril 1992.

Le Parti UPRONA fut le premier qui a présenté son dossier au Ministère de l'intérieur, les autres vont naître selon l'ordre suivant :

---

[129] NIMUBONA(J), Election présidentielle du 1er juin1993au Burundi : Problématique de la légitimation en situation de dynamique sociopolitique .Université de Bordeaux I ,Faculté de Droit et des Sciences Sociales, Bordeaux I, mémoire de DEA, 1994, p.114

[130] KELSEN(H), La Démocratie : sa nature, sa valeur, Paris, Economica, 1988, p.23

Tableau 2 : Ordre de création des parties politiques

Dénomination	Ordonnance	Date
UPRONA	530/223	14 mai 1992
PRP	205/295	30 juin 1992
P.P	205/296	30 juin1992
RADDES	205/331	20 juillet 1992
FRODEBU	205/358	23 juillet 1992
RPB	205/358	12 juillet 1992
ANADDE	205/365	18 juillet 1992
P.L	205/489	23 juillet1992
PSD	205/365	20 février1993
PIT	205/141	13 avril 1993
Parti Inkinzo y'ijambo ry'abarundi	205/360	08 mai 1993

Ce tableau nous montre, les partis politiques agréés avant les élections présidentielles de juin 1993. Il y a d'autres partis qui ont été agréés tout juste après les élections notamment ABASA le 09 juillet 1993.

Après l'agrément des partis politiques, trois partis vont mener la campagne électorale présidentielle : UPRONA, FRODEBU, PRP.

III.6. La propagande électorale Présidentielle

A la veille des élections présidentielles, des partis politiques se sont coalisés en deux principaux cartels selon leur idéologie et leur appartenance ethnique. D'un côté il y avait : UPRONA allié avec RADDES, ANADDE, il faut ajouter PRP parti indépendant sans allié politique, tous ces partis étaient soutenus par nombreux tutsi. De l'autre côté il y avait FRODEBU allié avec P.P, RPB et P.L qui rassemblaient une grande partie de hutu. Pour gagner plus d'électorats chaque parti a présenté son programme et son candidat. Les élections présidentielles de juin 1993 ont été caractérisées tantôt par des louanges, tantôt

par la diabolisation réciproque, comme le souligne Daniel GAXIE : « *la compétition est un mélange de conflits et de compromis, de tensions et de paix* ».[131]

Chaque candidat a cherché tous les moyens possibles pour gagner plus de masses, ce qui mena à l'ethnisation des élections.

III.7 Des objectifs affichés par les candidats présidentiels et leurs partis

a. Le Candidat Pierre BUYOYA et le Parti UPRONA

Pierre BUYOYA voulait opérer un changement en continuant l'idéologie du Prince Louis RWAGASORE. Sur le bulletin de vote il y avait la photo de RWAGASORE placée à côté de celle de BUYOYA pour montrer que ce dernier est l'héritier du Héros National, ce qui pouvait favoriser la victoire du Parti en compétition. Durant la campagne électorale, il mettait en avant la paix, l'unité nationale et la réconciliation. On avait affiché sur les mûrs la photo sur laquelle était écrite : « Tora BUYOYA, Tora Ubumwe n'Amahoro » ce que veut dire : « voter BUYOYA, voter l'Unité et la Paix ».

A ce propos J.A MBAZUMUTIMA affirme que :« *Le Président sortant était encerclé par une multitude des burundais de toute ethnie. Dans les meetings, la victoire du Parti n'était plus un rêve mais une réalité : « les chansons qui agrémentaient les meetings n'étaient pas non plus moins illustratives de la certitude des Upronistes sur la victoire de leur parti* »[132].

Selon Frédéric NIYONIZIGIYE montre qu'à partir des chants, la victoire du Parti était dans la poche : « *Intsinzi irara, irara ndayibona ; UPRONA uratsinda nka mbere, watsinz'ababiligi, ntunanirwa n'abobana b'ejo* ».[133]

Ce que veut dire : « *la victoire est effective, je la vois ; UPRONA vaincs comme dans le passé. Tu as vaincu les belges forts, c'est facile de vaincre les enfants d'hier* ».

---

[131] GAXIE(D), La démocratie représentative, Paris, Montchrestien, 2ème édition, 1996, p. 26.
[132] MBAZUMUTIMA(J.A),Le multipartisme au Burundi et ses incidences sociopolitiques de 1922-1991996 ,Bujumbura,U.B.,FLSH, Département d'Histoire ,mémoire,1999,p.81
[133] Entretien avec NIYONIZIGIYE Frédéric, 38 ans, Chômeur, Bujumbura Rural, le 24décembre 2012.

b. Le Candidat Pierre Claver SENDEGEYA et le parti PRP

Le Candidat du Parti PRP était Pierre Claver SENDEGEYA. Ce dernier était très peu connu dans le pays par rapport à ses adversaires. Cette candidature a été proposée par Mathias HITIMANA le fondateur du Parti.

La devise du Parti était : « Imana, Ubushingantahe, Uburundi ».

Ce que veut dire : «Dieu, Honnêteté, Patrie ».Il n'ya pas une grande différence entre cette devise et celle du Parti UPRONA au moment des élections communales et législatives à l'époque monarchique : « Imana, Umwami, Uburundi ».Ce que veut dire : « Dieu, Roi, Patrie ».

Sur le bulletin de vote il y avait : une photo du Héros National Prince Louis RWAGASORE, qui a une bonne image dans la société burundaise, on trouvait aussi la plante du sorgho qui a une signification non moins importante dans la période monarchique.

Les leaders du Parti PRP voulaient s'appuyer sur la monarchie burundaise qui avait un objectif de rassembler toute la population. A l'époque monarchique, il n'y avait pas des tueries interethniques. Ils accusaient le Parti UPRONA qu'il n'a pas suivi l'idéologie du Prince Louis RWAGASORE.

Dans son programme le Parti PRP mettait en avant la réconciliation nationale, le pardon, l'équité. Dans la propagande le Parti promettait comme le dit Evariste NGENDAKURIYO :

« le Parti PRP avait promis les chaussures à toute la population burundaise. Mais aussi il prônait le bonheur de tous les burundais s'il parvenait de vaincre ».[134]

[134] Entretien avec NGENDAKURIYO Evariste, 36 ans, Enseignant, Bururi, le 22Décembre 2012.

P.CHARAUDEAU explique cette idée : « *En politique, il y a mensonge et mensonge. L'homme politique peut se trouver en situation de candidature électorale adressant à ses concitoyens à qu'il annonce les mesures qu'il compte prendre pour résoudre une crise, mais sans savoir s'il pourra honorer ses engagements* ».[135]

Dans la campagne électorale, pour gagner plus de sympathie, il y a toujours le mélange de mensonge et de sincérité.

c. Le Candidat Melchior NDADAYE et le parti FRODEBU

Le Parti FRODEBU qui venait de sortir de sa clandestinité, il présentait un programme qui n'était pas différent des celui des autres .En effet, la loi sur les partis politiques empêchait ces derniers de présenter les programmes qui pouvaient compromettre l'unité nationale. Comme tous les autres partis le FRODEBU s'engagea à respecter durant la campagne électorale, la bonne conduite.

Le FRODEBU mena une campagne jour et nuit pour maximiser les partisans.

Il y a les Frodebistes qui étaient pendant le jour les Upronistes et pendant la nuit ils enseignaient le FRODEBU. Son Candidat lança son célèbre slogan : « Uburundi bushasha » ce que veut dire « un Burundi nouveau » ce qui signifie que le FRODEBU n'allait pas suivre le mauvais exemple du Parti UPRONA (les exactions qui ont caractérisé le régime précédent). Le Parti FRODEBU mettait en avant Gusabikanya : l'équité, l'égalité, la tolérance.

Il voulait construire un pays nouveau qui a été détruit par les tutsi qui étaient au pouvoir. Durant ses meetings, il accusait l'UPRONA, le parti des tutsi minoritaires qu'il est responsable du sang des hutu et qui a longtemps conservé le pouvoir au détriment des hutu majoritaires. P.RYCKMANS dit à ce sujet que : « *les batutsi étaient destinés à régner. Leur seule prestance leur assure déjà, sur les races inférieures qui les entourant un prestige considérable : leurs qualités et leurs défauts*

[135] CHARAUDEAU(P), Le discours politique, les masques politiques, Paris, Barbier du-Mets, 2005, p. 85.

les rehaussent encore »[136]. Les dirigeants du FRODEBU ne comprenaient pas que les minorités ne pouvaient pas gouverner la majorité. Pour salir le Parti UPRONA, ils évoquaient les événements de 1972 et 1988 en accusant les JRR mouvements affiliés au Parti UPRONA qu'ils sont responsables des massacres contre les hutu. P. LAINAIN justifie ces moyens utilisés par le Parti FRODEBU pour gagner la sympathie des hutu : « *Quand on agit l'adversaire n'est pas content et il faut inventer des portes de sorties* ». [137]

Les propagandistes étaient des intellectuels hutu qui diffusaient l'idéologie ethnique comme le souligne J.P CHRETIEN : «*la grande majorité des Hutu sont maintenant éveillés et cherchent constamment à porter haut le flambeau de l'unité et de Solidarité parce qu'ils savent qu'ils luttent pour une même cause* ».[138]

Le Parti FRODEBU avait d'autres slogans pour montrer qu'il est libérateur du peuple hutu : « « *susuruka* » *qui veut dire sortez de l'ombre, montrez-vous et réchauffez-vous comme les tutsi au soleil*».[139]

Les Frodebistes se surnommaient « inziraguhemuka » les non traîtres. Ils exploitaient le mécontentement de certaines catégories qui ont perdu leurs personnes dans la crise de 1972. Il a promis aux petits fonctionnaires de les hausser aux meilleurs postes, les jeunes de les enrôler dans l'armée qu'il prétendait réformer, de leur donner de l'emploi tandis que les commerçants avaient une promesse des crédits.

---

[136] RYCKMANS (P), Dominer pour servir, Bruxelles, Albert Dewit, 1931 p. 26.
[137] LAINAIN(P),La chose publique, Paris, Economica,1988,p .20
[138] CHRETIEN (J.P), Le défi de l'ethnisme au Rwanda et au Burundi : 1990-1996, Paris, Karthala, 1997, p.179
[139] MANIRAKIZA(M), Burundi : Quand le passé ne passe pas (BUYOYAI-NDADAYE) 1987-1993, Bruxelles, La Longue-vue, 1997, p.63

Alors que le Parti UPRONA s'appuyait sur l'unité nationale, le FRODEBU avait quelques idées nouvelles :

- La mise sur pied d'une gendarmerie nationale dont les éléments seraient recrutés proportionnellement à l'importance de chaque composante ethnique.
- Aucun corps ne serait autorisé à faire de la discrimination sexiste. Ainsi, les femmes devraient être intégrées dans le corps de police, de gendarmerie et de l'armée. Le code de la famille et des personnes serait revu pour que l'homme et la femme soient égaux dans le domaine des droits de succession.
- Une école sur chaque colline de recensement pour augmenter le taux de scolarisation.

Ces idées nouvelles seraient mises en place pour favoriser les hutu qui étaient minoritaires dans l'armée. NDADAYE voulait s'appuyer sur les femmes qui étaient nombreuses. Il voulait construire les écoles pour inciter les hutu à étudier comme les tutsi.

Le 1er juin 1993 tous les Burundais et Burundaises âgés de 18 ans et plus se rendirent aux urnes pour exprimer leurs souhaits, dans le calme.

Le lendemain la réalité fut connue : Melchior NDADAYE a eu 64% tandis que Pierre BUYOYA n'a eu que 34% et enfin Pierre Claver SENDEGEYA 1,2%.

Tableau 3 : Elections présidentielles de juin 1993

Provinces	Nbre d'inscrits	Nbre de votants	% de votants par rapport aux inscrits	Nbre de suffrages exprimés	% de suffrages exprimés par rapport aux votants	Répartition des suffrages exprimés par candidat			% des suffrages exprimés par candidat		
						BUYOYA	NDADAYE	SENDEGE-YA	BUYOYA	NDADAYE	SENDEGE-YA
1. Bubanza	100 149	97 976	97.83	97.047	99.05	13 951	82 446	648	14.23	84.23	0.01
2. Bujumbura Rural	164 395	158318	96.30	956.116	98.60	31 798	123 469	849	20.08	77.03	0.03
3. Bururi	163 655	159 162	97.25	158.812	99.78	72 480	85 261	4 071	45.53	53.71	0.07
4. Cankuzo	58 229	57 529	98.79	56.466	98.15	37 995	17 574	897	66.04	30.02	0.06
5. Cibitoke	111 735	107 849	96.52	106.656	98.89	14 250	91 537	869	13.21	84.15	0.04
6. Gitega	250 517	244 358	97.54	242.211	99.12	82 866	156 247	3 098	33.91	63.21	0.05
7. Karuzi	129 172	125 506	97.22	123.041	97.91	33529	86 912	2 600	26.69	69.74	0.01
8. Kayanza	201 043	196 531	97.75	194.221	98.82	63 927	121 501	8 793	32.52	61.24	0.01
9. Kirundo	181 732	173 712	95.58	171.788	98.89	37 505	133 152	1 130	21.59	76.31	0.02
10. Makamba	99 594	95 622	96.01	94.830	99.17	34 407	59 556	867	35.89	62.26	0.8
11. Muramvya	192 130	188 463	9809	186.461	98.93	88 944	95 975	1 542	47.19	50.31	0.6
12. Muyinga	166 244	163 391	98.28	158.816	97.19	46 245	110 306	2 265	28.30	67.44	0.9
13. Ngozi	228 283	223 741	98.01	221.201	98.86	65 642	150 530	5 029	29.33	67.41	0.06
14. Rutana	90 623	86 645	95.61	85.731	98.94	34 330	50 530	871	39.62	58.28	0.04
15. Ruyigi	105 138	101 738	96.76	99.494	97.79	26 579	71 287	1 628	26.12	70.32	0.01
16. Bujumbura Mairie	116 401	11 907	96.13	11.222	98.49	59 379	49 939	904	53.06	44.56	0.02
17. Communaté Burundaise resident à l'étranger	1 566	1 541	98.40	1.526	99.02	1 243	1 243	22	80.66	16.71	0.66
18. Total global	2360606	2 2940699	-	22642236	-	745 071	745 041	33 083	-	-	
19. % global	-	-	97.18		98.71	-	-	-	32,47	64,08	1.4

Source : MBAZUMUTIMA (J.A), Le multipartisme au Burundi et ses incidences sociopolitiques de 1922 à 1996, Bujumbura, U.B., FLSH, Département d'Histoire, mémoire, 1999, p. 81.

A partir de ces résultats des élections présidentielles de juin 1993, on constate que les premières provinces qui ont battu le record dans le référendum de l'unité nationale notamment Cankuzo, Mairie de Bujumbura, Muramvya, Bururi..., ce sont ces mêmes provinces qui ont voté massivement le Parti UPRONA.

Par contre les provinces qui ont voté le Parti FRODEBU, à savoir Cibitoke, Bujumbura Rural, Bubanza, ce sont ces provinces qui ont occupé les dernières places dans les élections de la charte de l'unité.

Ces provinces qui ont voté majoritairement pour le Président NDADAYE avaient connu des attaques du PALIPEHUTU et des enseignements divisionnistes ethniques, ce qui a caractérisé les élections présidentielles.

III.8. Les causes de la défaite du Parti UPRONA dans les élections présidentielles de 1993

Les résultats des élections présidentielles du 1er juin 1993 suscitent beaucoup d'interrogations, qu'il s'avère nécessaires d'avancer une interprétation.

a. Les désidératas du changement

Après trente ans au pouvoir, le Parti UPRONA était accusé par ses concurrents qu'il n'a rien fait pour assurer la justice et l'unité des Burundais.

Certains membres importants des mouvements intégrés qui devaient défendre l'idéologie du Parti UPRONA avaient déjà quitté le Parti (Melchior NDADAYE et Léonard NYANGOMA militants de l'UTB). Ces concurrents connaissaient là où se trouvaient la force et la faiblesse du Parti.

Un bon nombre de femmes et des jeunes qui sont nombreux au niveau national, qui avaient soutenu l'UPRONA durant les élections législatives de 1961, la plupart avaient déjà quitté le Parti.

Pour le Parti FRODEBU qui a remporté la victoire, son candidat promettait un Burundi nouveau, ce qui témoigne que le pays avait un mauvais souvenir.

Selon J. GAHAMA : « *le parti FRODEBU, qui recrute préférentiellement dans la communauté Hutu s'empara de ces mots d'ordre puisqu'il se nomma SAHWANYA-FRODEBU en vue d'instituer un Burundi nouveau* ».[140]

Les militants du FRODEBU montraient quelques exemples du passé : « *pour gagner les militants, il partait du passé. Il exploitait essentiellement les passions hostiles causées par les guerres civiles. Les responsables expliquaient aux militants que les hutu ont été tués et exilés par l'UPRONA* ».[141]

Certains hutu continuaient à leurs expliquer que les hutu sont chassés et spoliés par les tutsi. Ils montraient que les hutu n'ont pas eu accès à l'école et à l'armée : « *Certains comportements sur terrain montraient bien que les militaires n'étaient pas bien vus par les militants du FRODEBU. Quand les responsables du FRODEBU abordaient la question des forces de l'ordre, les militaires sur terrain étaient hués par les militants du FRODEBU et leurs alliés* ».[142] Tous les hutu étaient appelés alors à faire la solidarité pour s'émanciper et pour briser la domination des tutsi.

Le Président Pierre BUYOYA ne voulait plus qu'on parle du passé mais plutôt de l'avenir du pays : « *mes opposants au lieu de parler de l'avenir, ils ont parlé du passé. Au lieu de parler de la nation, ils ont parlé de l'ethnie (...). Ils ont sacrifié le présent et l'avenir du Burundi à l'autel de leurs ambitions* »[143]. Selon lui l'avenir a dominé le passé.

---

[140] GAHAMA (J), (sous la dir), Démocratie, bonne gouvernance et développement dans la région des Grands Lacs, Bujumbura, s.d, p. 21.

[141] KABANYANA(M.E), Les discours politiques de la campagne électorale, de Mai 1993 et son impact sociopolitique au Burundi (1993-1996), , Bujumbura, UB, FLSH, Département d'Histoire, mémoire, 1998, p.186

[142] Ibidem

[143] BUYOYA(P), Mission possible : construire une paix durable au Burundi, Paris, Harmattan, 1998, p.92

Un parti qui est au pouvoir s'il a honoré ses engagements, pendant la campagne électorale, il se réfère sur le passé en montrant ce qu'il a fait et ce qu'il prévoit de faire pour le mandat suivant. Par contre, un Parti qui ne respecte pas ses engagements, quand l'adversaire parle du passé on touche sur son tendon d'Achille.

Le Parti UPRONA accusait le FRODEBU qu'il ne diffère point du PALIPE HUTU, qu'il enseigne la division.

Il n'y a pas une règle sans exception, il y a les hutu qui sont restés fidèles à l'UPRONA qui n'ont pas voulu décevoir le fils du roi, le Prince Louis RWAGASORE et ne pas aller à l'encontre de l'autorité du pays : « *celui qui résiste à l'autorité, résiste à l'ordre que Dieu a établi.* » [144]

b. L'ethnisation des élections

La campagne électorale de juin1993 a été ethnisée pour gagner plus de la majorité électorale. Le Parti FRODEBU propageait que le Parti UPRONA est un parti des tutsi qui ne veulent pas quitter le pouvoir.

Le candidat du Parti FRODEBU était un hutu, ce qui facilita les partisans d'enseigner le parti car ils profitaient de l'effectif élevé d'ethnie hutu : « *la composition ethnique : Tutsi : 14% ; Hutu : 85% ; Twa : 1% »*[145]. On constate que les hutu sont plus nombreux que les tutsi et twa, à ce propos A.NTASEHERA dit : *« ce n'est pas le parti qui a vaincu, c'est l'ethnie qui a vaincu l'ethnie* ».[146]

Il y a ceux qui voient que c'était un moyen avancé par les dirigeants de l'UPRONA pour expliquer la défaite de son Parti comme le dit Jules MPOZENZI : « *les militants de l'UPRONA ont voulu avancer la mauvaise raison que les*

---

[144] GOUHIER (H), De l'obéissance passive, Paris, Librairie Philosophique J Vérin, 1983, p. 41.

[145] BELENCIE(M) et DE LA GRANGE(A), Les Nouveaux mondes rebelles conflits, terrorisme, et contestation, Paris, Michalon, 2005, p, 2019.

[146] Entretien avec NTASEHERA André Alias Mubiligi, 68 ans, Ancien Agent de la Brasserie, le22 décembre, 2012

hutu ont voté le FRODEBU, mais c'est faux car il y a les hutu qui ont voté l'UPRONA comme les tutsi qui ont voté le FRODEBU ».[147]

Les militants du Parti montraient leurs frères hutu qu'ils sont majoritaires et qu'ils sont capables de vaincre les tutsi qui sont minoritaires et qu'ils sont capables de gérer le pouvoir.

La majorité des hutu ont respecté les enseignements donné par leurs grands frères : « *une personne pense politiquement comme elle est socialement ; les caractéristiques sociales déterminent les préférences politiques* ».[148]

Enfin, ce qui montre que les élections présidentielles de juin qu'elles ont été ethnisées, ce sont les pourcentages des suffrages exprimés par candidat.

Là où il y a la majorité des hutu, on trouvait aussi un pourcentage élevé du Parti FRODEBU. Dans les milieux où il y a beaucoup de tutsi, c'est le Parti UPRONA qui a remporté la victoire.

Les propagandistes ont semé la haine interethnique en utilisant la formule célèbre de N. MACHIAVEL : « *tous les moyens sont bons pourvu qu'on atteigne l'objectif* »[149]. Les Upronistes ne pouvaient pas insulter les hutu car il y avait des hutu qui militaient du côté de l'UPRONA. On voit que les partis politiques n'ont pas respecté leurs programmes et la loi sur les partis politiques.

---

[147] MPOZENZI Jules, 53 ans, Cultivateur, Bujumbura Rural, le 15 janvier 2013.
[148] MAYER(N) et PERRINEAU(P), Les comportements politiques, Paris, Armand Colin, 1992, p.56
[149] MACHIAVEL(N), Le Prince, Paris, Librairie Générale Francophone, 1964, p.27

CONCLUSION GENERALE

Au terme de notre travail, certaines interrogations qui avaient motivé la recherche ont pu trouver une réponse qui, sans doute va contribuer d'une façon ou d'une autre à la compréhension de l'histoire des mouvements intégrés.

Avec l'instauration de la République, le CNR a décidé la création des mouvements intégrés au Parti UPRONA, avec un seul mouvement de jeunesse (J.R.R.), unique syndicat (U.T.B.) et un seul mouvement féminin (U.F.B.)pour éviter la dispersion des forces vives de la nation. Les objectifs qui ont poussé certaines personnes à la création des mouvements intégrés au moment de la lutte pour l'indépendance ont changé au fil du temps surtout avec l'avènement de la Première République et de la Deuxième République avec « la rénovation du parti UPRONA ».

Pour permettre le développement du pays la tâche principale des mouvements intégrés était la mobilisation, la sensibilisation, la formation et l'information. L'exécution de ces devoirs a rencontré quelques obstacles notamment le manque de moyens financiers, les crises qui ont secoué le pays.

Autour des années 90, le modèle du multipartisme a été répandu, dans la plupart des pays africains. La chute du communisme en Europe de l'Est et la politique universalisante de l'Occident capitaliste qui s'est ouvertement manifestée lors du Sommet Franco-africain de la Baule en juin 1990. Ce sommet a ouvert une ère nouvelle car la politique de MITTERAND était le développement économique qui était inséparable des réformes politiques de démocratisation sur le terrain de la coopération franco-africaine.

Dans cette logique, beaucoup de pays africains se trouvèrent contraints d'entrer dans le système démocratique ; le Burundi ne pouvait échapper à ce mouvement en adoptant le multipartisme avec la constitution de mars 1992.

Etant donné que le Burundi est un pays qui, plus d'une fois avait connu des crises sociopolitiques, le multipartisme fut instauré dans le but de trouver des solutions consensuelles aux problèmes burundais.

Cependant, après l'agrément du multipartisme, les différents partis politiques ont été caractérisés par la glorification et la diabolisation de l'image de l'autre à quel point la campagne électorale s'est caractérisée par la division ethnique enseignée par certains Partis Politiques.

BIBLIOGRAPHIE

I. OUVRAGES GENERAUX

1. BADIE (B), L'Etat importé. L'occidentalisation de l'ordre politique 1992, Fayard, France, 2008.
2. BELENCIE (M) et DE LA GRANGE (A), Les nouveaux mondes rebelles conflits, terrorisme et contestation, Paris, Michalon, 2005.
3. BINAGANA (A), Péripéties Burundaises. Acteurs et témoins, Bujumbura, La Renaissance, s.d
4. BURDEAU (G), Traité de science politique : dynamique politique, Tome3, 2è éd Paris, L.G. D.J, 1968.
5. BUYOYA (P), Mission possible : construire une paix durable au Burundi, Bruxelles, Harmattan, 1998.
6. CART (P.H), Etudiants et construction nationale au Burundi, (1962-1969), Bruxelles, CEDAF, 1973.
7. CHANTEBOUT (B), Droit constitutionnel et la science politique, Paris, Arman Colin, 1991.
8. CHARAUDEAU (P), Le discours politique, les masques politiques, Paris, Barbier du-Mets, 2005.
9. CHRETIEN (J.P), Le défi de l'ethnisme : Rwanda et Burundi 1990-1996 , Paris, Karthala, 1997.
10. CHRETIEN (J.P), Burundi : Au bord des génocides, Paris, Karthala, 2007.
11. CORNEVIN (M), Histoire de l'Afrique contemporaine : De la 2ème Guerre-Mondiale à nos jours, Paris, Petite Bibliothèque Payot, 1980.

12.GAHAMA (J), « Les partis politiques et la recherche de l'indépendance au Burundi » in Histoire sociale de l'Afrique de l'Est (19^{ès} -20^{ès}), Paris, Karthala, 1991.

13.GAHAMA (J), (sous la dir), Démocratie, bonne gouvernance et développement dans la région des Grands Lacs, Bujumbura, s.d.

14.GAXIE (D), La démocratie représentative, Paris, Montchrestien, 2éd, 1996

15.GONIDEC (P.F), Les systèmes politiques africains, Paris, L.G.D.J, 1978.

16.GOUHIER (H), De l'obéissance passive, Paris, Librairie Philosophique J.Vérin, 1983.

17.HARROY (J. P), Burundi : Souvenirs d'un combattant d'une guerre perdue. Bruxelles, Hayez, 1987.

18.KELSEN (H), La démocratie, sa nature, sa valeur, Paris, Economica, 1988

19.LAINAIN (P), La chose politique, Paris, Economica, 1988.

20.LAPALOMBALA (J) et WEINER (M), Political parties and Political development, Princeton, University Press, 1966.

21.La réalité au Burundi, Eindhoven, Afrique Consortium, 1974.

22.MACHIAVEL (N), Le Prince, Paris, Librairie Générale Francophone, 1964

23.MANIRAKIZA (M), La fin de la monarchie burundaise 1962-1966, Paris, Le mât de la Misaine, 1990.

24.MANIRAKIZA (M), Quand le passé ne passe pas (BUYOYA I – NDADAYE) 1987-1993, Bruxelles, La Longue-vue, 1997.

25.MPOZAGARA (G), La République du Burundi, Paris, Berger-Levraut 1971.

26.NTIYANOGEYE (A), Répertoire de la presse d'information des origines à nos jours. Bujumbura, Intore, 1994.

27.PENNOCK (J.R), Les jeunes Etats Africains se gouvernent, Paris, Saint André, 1960.

28.ROBERT (P), (sous la dir), Le Petit Robert, Paris, Karthala, 1988.

29.RYCHMANS (P), Dominer pour servir, Bruxelles, Albert Dewit1931.

30.SCHWARTZENBERG (R-G), Sociologie politique, 3èd, Paris, Montchrestien, 1977.

31.SCHWARTZENBERG (R-G), Politique comparée. Les grands systèmes politiques contemporains, Paris, Saint-Jacques, 1980.

32.WISMAN (J.A), Démocratisation, réforme économique et conditionnalité en Afrique subsaharienne : Contradictions et convergences, Paris, Karthala, 1995.

II. THESES ET MEMOIRES

1. BIGIRIMANA (J), Analyse politique du mouvement syndical au Burundi : Approche fonctionnaliste, Bujumbura, FLSH, Département d'Histoire, mémoire, U.B.2006.

2. GAHUNGU (A), Attitude des femmes burundaises face aux partis politiques 1959-1993, Bujumbura, UB, FLSH, Département d'Histoire, mémoire, 2004.

3. GAHUNGU (V), Evolution politique et mutations de la J.R.R.1967-1993, Bujumbura, U.B, FLSH, Département d'Histoire, mémoire, 2004.

4. KABANYANA (M.E), Les discours politiques de la campagne électorale, de Mai 1993 et son impact sociopolitique au Burundi (1993-1996), Bujumbura, UB, FLSH, Département d'Histoire, mémoire, 1998.

5. MARURA (J.B), Le rôle de la J.R.R.sous la première république (1967-1976), Bujumbura, U.B., FLSH, Département d'Histoire, mémoire, 1996

6. MASUNZU (M), L'émancipation de la femme au Burundi 1962-1982, Bujumbura, U.B., FLSH, Département d'Histoire, mémoire, 1986.

7. MBAZUMUTIMA (J.A), Le multipartisme au Burundi et ses incidences sociopolitiques de 1922 à 1996, Bujumbura, U.B., FLSH, Département d'Histoire, mémoire, 1999.

8. NDAYIRAGIJE (C), Union des Travailleurs du Burundi, dans son rôle de représentants des intérêts des travailleurs, Bujumbura, U.B., Faculté de Droit, mémoire, 1980.

9. NDICUNGUYE (D), Etude comparative des élections législatives de 1965et1982, Bujumbura, U.B., FLSH, Département d'Histoire, mémoire, 1994.

10. NDUWAYO (G), Le rôle des mouvements de jeunesse dans la vie politique au Burundi (1960-1967), Bujumbura, U.B., FLSH, Département d'Histoire, mémoire, 1986.

11. NIMUBONA (J), Election présidentielle du 1er juin 1993 au Burundi : Problématique de la légitimation en situation de dynamique sociopolitique, Université de Bordeaux I, Faculté de Droit et des Sciences Sociales, Bordeaux I, mémoire de D.E.A., 1994.

12. NININAHAZWE (A), La Participation de la femme burundaise à la vie politique du début du 20ès à la fin de 1987, Bujumbura, U.B., FLSH, Département d'Histoire, mémoire, 1992.

13.NZOJIBWAMI (L), Comportements politiques des habitants de la Commune Mugamba face aux changements politiques intervenus au Burundi février 1991-juillet 1996 : Essai d'analyse. Bujumbura, FLSH, Département d'Histoire, mémoire, U.B., 2002.

14.PARQUE (V), Evolution politique du Burundi de la 1ère République à nos jours, Bruxelles, ULB, mémoire, 1992.

15.NDAGIJIMANA(S), Essai sur les partis politiques de l'opposition au Burundi1993-1995, Bujumbura, UB FLSH, Département d'Histoire, mémoire, 1996

III. ARTICLES ET JOURNAUX

1. Ndarangavye, n°13,12ème Conférence nationale des cadres de l'Etat, 23-24avril1987.
2. Le Burundi en image, n°4 du 939, du 11septembre 1981.
3. Infor-Burundi, n°205, 01janvier1967.
4. En Avant, n°1,1991.
5. Flash-Infor, n°447 du 03 mai 1972.
6. Flash-Infor, n°730 du 30mars1973.
7. Unité et Révolution, n°1du 23juin1967.
8. Infor-Burundi, n°201 du 28 novembre 1971.
9. Flash-Infor, n° 720 du 30 mars 1973.
10. Flash-Infor, n°711 du 20 mars 1973.
11. Ubumwe, n°59 du 25mai1973.
12. Ubumwe, n° 77du 22 février 1974.
13. Unité et Révolution n°81 du 15janvier 1971.
14. Unité et Révolution, n°26 du 16novembre 1968.
15. Rudipresse, n°124 du 11juilllet1959.
16. En Marche, n°1,1992.

17.Kamaramazinda ka UFB, Ubwenge burarahurwa, Bujumbura, 1991

18.B.O.R.U.

IV. COURS

1. Théories et Systèmes Politiques ,1ère Licence Science Politique ,2010-2011

V. RAPPORTS ET AUTRES DOCUMENTS

1. République du Burundi. Actes du 1èr Congrès National du Parti UPRONA, Berger-Levraut, Bujumbura, 1980.

2. République du Burundi. Constitution de la République, Bujumbura, 1992.

3. République du Burundi. Commission Constitutionnelle. Rapport sur la démocratisation des institutions et de la vie politique au Burundi, Bujumbura, 1991.

4. République du Burundi. Union des Travailleurs du Burundi, Séminaire pour les dirigeants syndicaux, Bujumbura, 1970.

5. Jeunesse Révolutionnaire RWAGASORE. Rapport de 3ème Conférence Nationale de la Commission Estudiantine de la J.R.R., Bujumbura du 08 au 11août1972.

6. République du Burundi. Rapport de la Commission Nationale chargée d'étudier la question de l'Unité Nationale, Bujumbura, 1989.

7. Lettres à toutes les sections de l'UNEBA, Bujumbura, 30décembre1966.

8. NDIRABIKA (A), L'état de la situation de la Commission Nationales des Pionniers et perspectives d'avenir, s.l, s.d.

9. République du Burundi. Les réalisations des programmes du développement social, Bujumbura, 20-23avril1988.

10.UFB, Son origine, sa mission, ses réalisations (1967-1993), s.l, s.d.

11.UPRONA, Communication et Synthèse de la réflexion mise au cours des sessions organisées sur le Parti UPRONA, Bujumbura, 1989.

12.République du Burundi. Rapports des Conférences Nationales de la Commission Estudiantine de la J.R.R. (1970-1978).Bujumbura, 1978

13.République du Burundi. Rapport de la 2ème Conférence Nationale de la Commission Estudiantine 27-28 juillet 1971, Bujumbura, 1971.

14.République du Burundi. Actes du 2ème Congrès National du Parti UPRONA, Berger-Levraut, Bujumbura, 1984.

15.République du Burundi. Rapport de la 14ème Conférence Nationale de la Commission Estudiantine de la JRR, Bujumbura, le 2-5 août1989.

16.Décision du Burundi au Parti UPRONA n° 025/88 du 23mai 1988 portant la promulgation des statuts provisoires de l'UFB, s.l, s.d.

17.Unesco. L'humanité toujours à construire. Le regard sur l'histoire actuelle, intellectuelle de l'Unesco 1945-2005, Paris, Bon Champ-lès-Laval, 2006.

18.République du Burundi. Rapport du Symposium tenu à Bujumbura à l'occasion de la célébration du 20ème anniversaire de l'OPF du 21au 24février 1983, Bujumbura, 1983.

19.République du Burundi. Rapport de la Vème Conférence de la Commission Estudiantine de la J.R.R., Bujumbura, 1977.

20.République du Burundi. Rapport du comité central à la conférence nationale de l'UTB tenue à Bujumbura du 14 au 16 1979.Bujumbura, 1979.

21.République du Burundi. UTB, Bujumbura, 1979.

V. LISTE DES INFORMATEURS

1. BISUMBEGUSA Patrice, 82 ans, Cultivateur, Bururi, le 08 Novembre 2012.

2. GAKIMA Libérate, 55 ans, Cultivatrice, Mwaro, le 08 Décembre 2012.

3. KANJORI Damien, 41 ans, Commerçant, Bujumbura Mairie, le 22 Décembre 2012.

4. KARAKURA Désiré, 46 ans, Chômeur, Bujumbura Mairie, le 12 Janvier 2013.

5. MAYERA Daniel, 57 ans, Enseignant, Bujumbura Rural, le 20 Janvier 2013.

6. MIBURO Gérard, 75 ans, Cultivateur, Bujumbura, Rural le 18Janvier 2013.

7. MPONZENZI Jules, 53 ans, Cultivateur, Bujumbura Rural, le 15 Janvier 2013. MWOROHA Emile, 73 ans, Professeur à l'Université du Burundi, Bujumbura Mairie, le 03 Novembre 2012.

8. NDENZAKO Emilienne, 67 ans, Cultivatrice, Mwaro, le 16 Novembre 2012.

9. NDEREYIMANA Jean, 48 ans, Enseignant, Bururi, le 09novembre 2012.

10. NDIHOKUBWAYO Léocadie, 51 ans, Cultivatrice, Bujumbura Rural, le 20 Janvier 2013.

11. NDEREYIMANA Pélagie, 75 ans, Cultivatrice, Mwaro, le 07 Décembre 2012.

12. NDIKUMANA Rosalie, 64 ans, Cultivatrice, Bujumbura Rural, le 22 Janvier 2013.

13. NDIKUMANA Domitien, 43 ans, Enseignant, Mwaro, le 15 Novembre 2012.

14. NGENDAKURIYO Evariste, 36 ans, Enseignant, Bururi, le 22 Décembre 2012.

15. NIBIZI Constance, 48 ans, Secrétaire Permanente de l'UFB, Bujumbura Mairie, 06 Janvier 2013.

16. NIYONIZIGIYE Frédéric, 38 ans, Chômeur , le 24 décembre 2012.

17. NIZIGIYIMANA Emmanuel, 51ans, Ancien Secrétaire de la JRR dans la Commune Mugamba, Bujumbura Mairie, le 03 Février 2013.

18. NSABUMUREMYI Nicolas, 44 ans, Chauffeur, 44 ans, Bujumbura Mairie, le 02 janvier 2013.

19. NTASEHERA André (Mubiligi) ,68 ans, Ancien agent de la Brasserie, Mwaro, le 15 Janvier 2013.

20. NTIRISHIRA Ezéchiel, 52 ans, Cultivateur, Mwaro, le 23 décembre 2012.

21. REMEZO Gérard, 87 ans, Cultivatrice, Bururi, le 08 Décembre 2012.

22. YAHUNGU Evariste, 58 ans, Platon, Bururi, le22 Décembre 2013.

ANNEXES

ANNEXE I

QUESTIONNAIRE D'ENQUETE

Au moment où nous effectuons le travail de fin d'étude intituler :

« CONTRIBUTION DES MOUVEMENTS INTEGRES DANS LA CONSOLIDATION DU PARTI UPRONA (1967-1993) », nous voudrions humblement demander votre contribution pour la réalisation d'un travail de qualité .En répondant donc aux différentes questions posées ci-dessous, vous aurez contribué au confectionnement de ce travail sans la part des uns et des autres, nos efforts personnels seraient voués au fiasco.

Identification des enquêtés :

Nom et Prénom :

Genre :

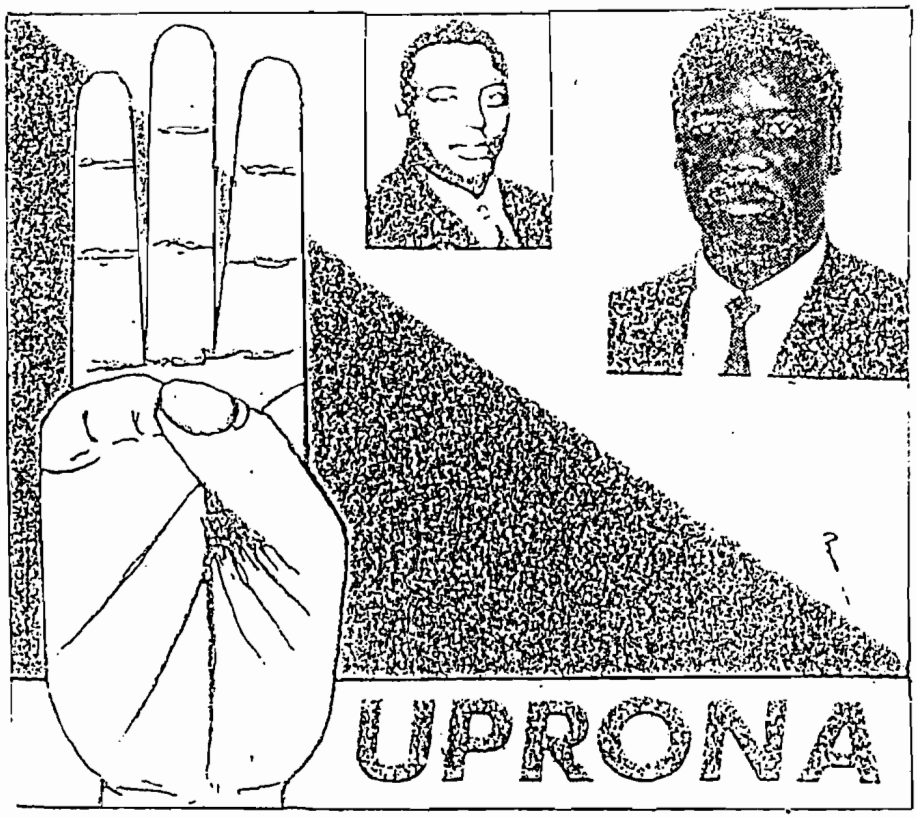
Age :

Profession :

1. Quelle est l'origine d'un conflit entre les mouvements de jeunesse et la monarchie burundaise ?
2. Pourquoi dit-on que la JNR est l'auteur de l'assassinat des trois syndicalistes hutu à Kamenge ?
3. Pourquoi la Première République a-t-elle créé les mouvements intégrés au Parti UPRONA ?
4. Comment avez –vous accueilli l'avènement de la Première République ?
5. Pourquoi la rénovation du Parti UPRONA sous la 2ème République ?
6. Comment avez-vous considéré la réorganisation de la JRR sous la 2ème République ?
7. Pourquoi certains jeunes n'appartenaient pas à aucun mouvement intégré au Parti UPRONA ?
8. Quels sont les moyens utilisés par la JRR pour mobiliser les jeunes autour des activités du Parti UPRONA ?
9. Quel était le rôle des travaux communautaires ?
10. Quelle était la part de l'UFB dans la conversion des mentalités et de la tradition des femmes burundaises ?

11.Les femmes ont –elles réellement participé aux activités du Parti UPRONA ?
12.Pourquoi l'UFB insistait surtout sur l'unité africaine ?
13.Le statut juridique de la femme est –il amélioré ?
14.Quel est la contribution de la femme dans l'affermissement de la culture nationale ?
15.La JRR a participé dans le massacre de 1972 ?
16.Comment avez-vous accueilli le la démocratie pluraliste au Burundi ?
17.Quel est l'avantage du multipartisme ?
18.Etes-vous contre ou pour le multipartisme ?
19.Pourquoi la JRR était appelée INDARANGAVYE ?
20.Comment les femmes ont accueilli le multipartisme ?
21.La création des associations féminines indépendantes a favorisé le départ des femmes vers les Partis naissants ?
22.Le Parti UPRONA avait l'espoir de vaincre dans les élections Présidentielles de juin 1993 ?
23.Comment avez-vous qualifié la défaite du Parti UPRONA ?

ANNEXE 2

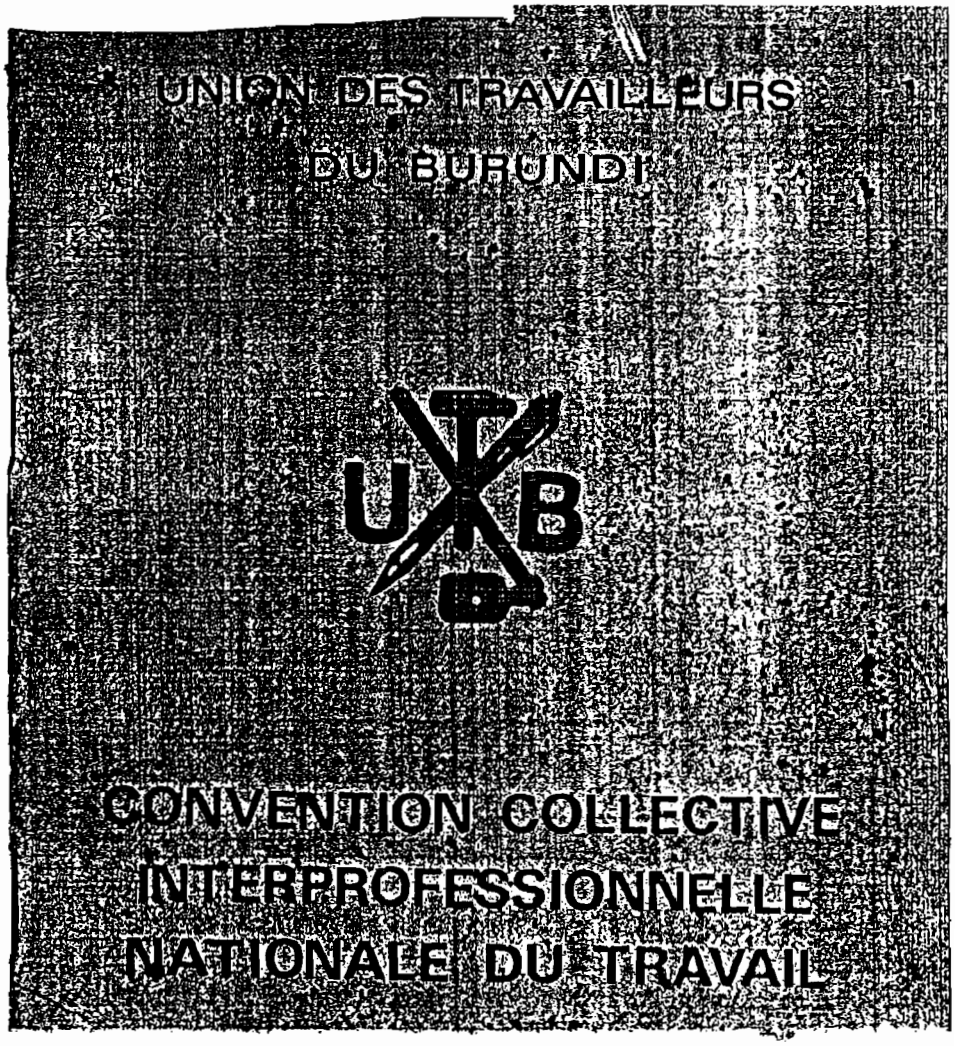


ANNEXE 3

UPRONA



ANNEXE 4

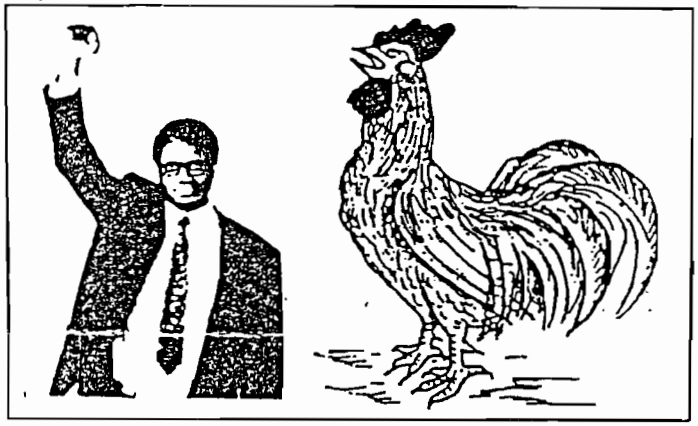

UNION DES TRAVAILLEURS
DU BURUNDI
UTB
CONVENTION COLLECTIVE
INTERPROFESSIONNELLE
NATIONALE DU TRAVAIL

ANNEXE 5

PARTI
SAHWANYA-FRODEBU

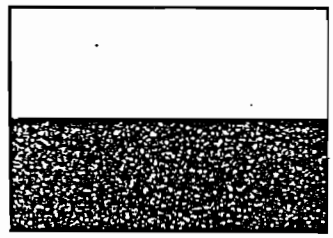
Melchior NDADAYE

POUR CONSTRUIRE
UN BURUNDI NOUVEAU :
46 PROPOSITIONS



NDADAYE Melchior

SAHWANYA
FRODEBU

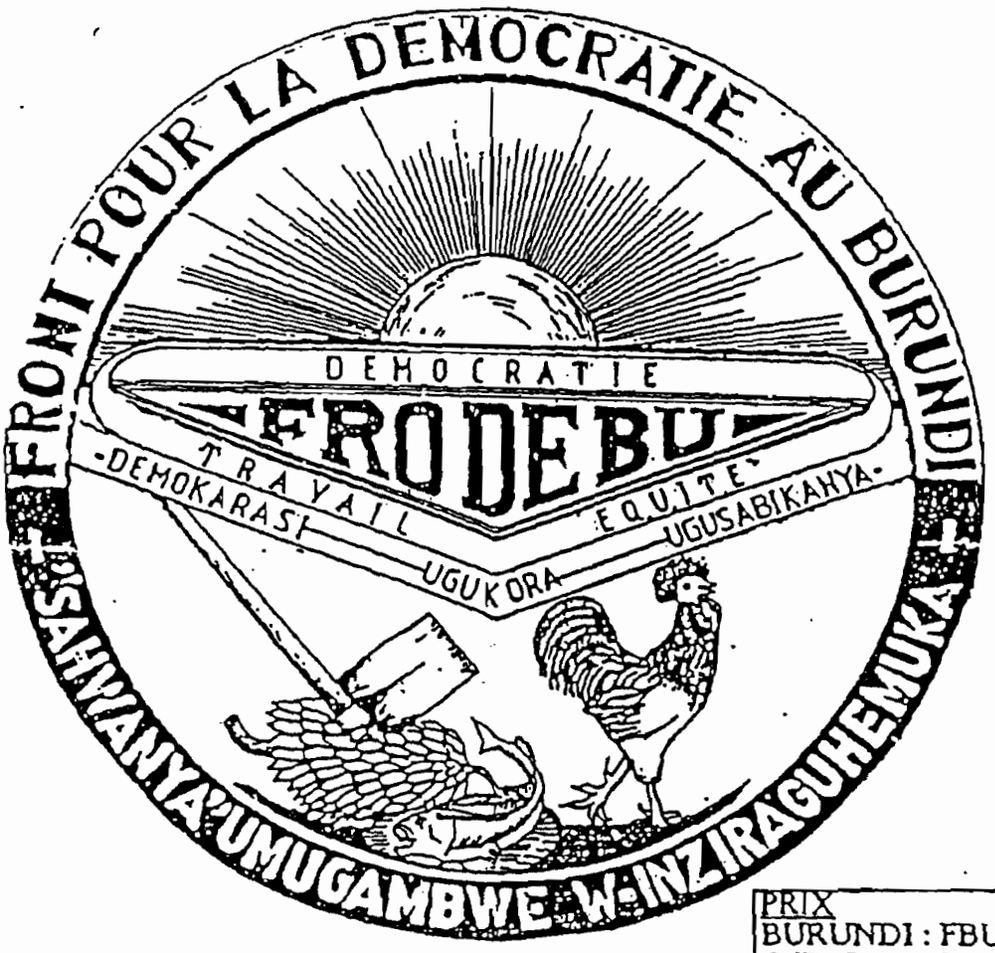


POUR CONSTRUIRE
UN BURUNDI NOUVEAU
VOTEZ POUR
NDADAYE

ANNEXE 6

LE CHEMIN DE LA DEMOCRATIE AU BURUNDI

Comment bâtir un système démocratique qui rassure et épanouit tous les Barundi?



PRIX
BURUNDI : FBU 1500
CEPGL : US$ 10
EUROPE : US$ 15
AMERIQUE : US$ 20